



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 26 MAI 1917.

QUEBEC, SATURDAY, 26TH MAY, 1917.

Nomination

Appointment

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par ordre en conseil, en date du 12 avril 1917, de nommer M. Homer-G. Curtis, de Stanstead, juge de paix, en vertu des dispositions de l'article 3361, S. R. Q., 1909, pour l'espace de six mois avec juridiction sur toute la province, aux fins d'assermenter les recrues. 2589

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by order-in-council, dated the 12th day of April, 1917, to appoint Homer-G. Curtis, esquire, of Stanstead, justice of the peace under the provisions of article 3361, Q. R. S., 1909, for a period of six months with jurisdiction over the whole province to administer the oath to recruits. 2590

Proclamation

Proclamation

DEVONSHIRE.

DEVONSHIRE.

L. S.]

[L.S.]

CANADA.

CANADA.

GEORGE CINQ, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT:

To all to whom these presents shall come, or whom the same may in anywise concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

W. STUART EDWARDS, }
Pour le Sous-Ministre de }
la Justice, Canada. }
ATTENDU qu'en vertu
des dispositions de
la *Loi de tempérance du Canada*, l'avis suivant a
été adressé au Secrétaire d'Etat du Canada,
accompagné de la pétition ci-jointe:—

"A l'honorable Secrétaire d'Etat du Canada,—

"MONSIEUR,—Nous, soussignés, électeurs du comté de Compton, vous prions de prendre connaissance que nous désirons présenter la pétition ci-dessous à Son Excellence le Gouverneur général:—

"A Son Excellence le Gouverneur général du Canada en conseil:—

"La pétition des électeurs du comté de Compton, ayant qualité et capacité pour voter à l'élection d'un membre de la Chambre des Communes, dans ledit comté,—Expose respectueusement,—

"Que vos pétitionnaires désirent que la deuxième partie de la *Loi de tempérance du Canada* soit mise en vigueur dans ledit comté, et que nous désirons que les votes de tous les électeurs dudit comté soient enregistrés pour et contre l'adoption de ladite pétition,—

"En conséquence vos pétitionnaires prient humblement qu'il plaise à Votre Excellence, par un arrêté en conseil en vertu du cent neuvième article de ladite loi, de déclarer que la deuxième partie de ladite loi soit mise en vigueur dans ledit comté.

"Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier, etc."

ET ATTENDU qu'il appert à la satisfaction du Gouverneur général en conseil que cet avis est revêtu des signatures authentiques d'un quart ou plus de tous les électeurs dudit comté de Compton, dans la province de Québec; qu'il est constaté que les signatures apposées à l'avis sont des signatures authentiques au nombre de deux mille neuf cent quatre-vingt-seize, et que les autres exigences de la loi ont été observées;

ET ATTENDU qu'un arrêté du Gouverneur général en conseil a été passé, ordonnant que les votes de tous les électeurs dudit comté de Compton soient enregistrés pour et contre l'adoption de ladite pétition,—

SACHEZ maintenant, que, par les présentes et en vertu de l'autorité qui Nous est conférée par la dite loi et le dit arrêté en conseil susdits, Nous proclamons et déclarons que jeudi, le vingt-huitième jour de juin prochain 1917, un poll sera tenu dans ledit comté de Compton pour y recevoir les votes des électeurs pour et contre ladite pétition. Que ces votes seront enregistrés au scrutin secret depuis neuf heures du matin jusqu'à cinq heures de l'après-midi de ce jour-là.

Que Cyrus Melvin Macrae, écuyer, de Cookshire, dans ledit comté de Compton, dans la province de Québec, marchand, a été nommé officier-rapporteur dans le but de recevoir ce jour-là les votes des électeurs pour et contre la pétition, de compter ensuite les votes et de faire rapport du résultat au Gouverneur général en conseil. Que ledit officier-rapporteur est autorisé et requis de nommer un sous-officier rapporteur à et pour chaque bureau de votation. Que l'officier-rapporteur nommera les différentes personnes qui devront se tenir aux différents bureaux de votation et qui devront faire le décompte final des votes au nom

PROCLAMATION.

W. STUART EDWARDS, }
For Deputy Minister of }
Justice, Canada. }
WHEREAS, in
pursuance
of the provisions of
The Canada Temperance Act, the following
notice has been addressed to the Secretary of
State of Canada, embodying the petition therein
set forth:

"To the Honourable the Secretary of State of Canada:

"Sir:—We, the undersigned electors of the County of Compton, request you to take notice that we propose presenting the following petition to His Excellency the Governor General, namely:—

"To His Excellency the Governor General of Canada in Council—

"The petition of the electors of the County of Compton qualified and competent to vote at the election of a member of the House of Commons in the said county,—

"Respectfully shows, That your petitioners are desirous that Part II of the Canada Temperance Act should be in force and take effect in the said county, and that we desire that the votes of all the electors of the said county be taken for and against the adoption of the said petition.

"Wherefore your petitioners humbly pray that Your Excellency will be pleased, by an Order-in-Council, under the one hundred and ninth section of the said Act, to declare that Part II of the said Act shall be in force and take effect in the said county;

"And your petitioners will ever pray, etc."

AND WHEREAS it appears by evidence to the satisfaction of the Governor General in Council that such notice has appended to it the genuine signatures of one fourth or more of all the electors of the said County of Compton, in the Province of Quebec, the number of the signatures to the notice proved to be genuine being two thousand nine hundred and ninety six, and that the other requirements of the law have been observed;

AND WHEREAS an Order of the Governor General in Council has been passed directing that the votes of all the electors of the said County of Compton be taken for and against the adoption of the said petition,—

NOW KNOW YE, that We do hereby, and by virtue of the authority vested in Us by the said Act and Order in Council, proclaim and declare that on Thursday, the 28th day of June next, 1917, a poll will be held in the said County of Compton, for taking the votes of the electors for and against the said petition. That such votes will be taken between the hours of nine o'clock in the forenoon and five o'clock in the afternoon of that day and by ballot.

That Cyrus Melvin Macrae, Esquire, of Cookshire, in the said County of Compton, in the Province of Quebec, merchant, has been appointed the Returning Officer for the purpose of taking on the day the votes of the electors for and against the petition and of afterwards summing up the same and making a return of the result to the Governor General in Council. That the said Returning Officer is empowered and required to appoint a Deputy Returning Officer at and for each polling place or station. That the Returning Officer will appoint persons to attend at the various polling stations and at the final

des personnes autorisées à favoriser ou à s'opposer respectivement à l'adoption de la pétition, au palais de justice, à Cookshire, dans le dit comté, lundi, le vingt-cinquième jour de juin prochain 1917, à dix heures de l'avant-midi.

Que les votes des électeurs seront comptés, et le résultat de la votation annoncé par l'officier-rapporteur au dit palais de justice, à Cookshire, susdit, jeudi, le cinquième jour de juillet prochain, 1917, à dix heures du matin.

Et, dans le cas d'adoption de la pétition par les électeurs, le Gouverneur général en conseil pourra, en tout temps après l'expiration d'une période de soixante jours, depuis la date de l'adoption de la dite pétition par un arrêté en conseil publié dans la *Gazette du Canada*, déclarer que la deuxième partie de la dite loi sera en vigueur et deviendra exécutoire dans ledit comté, à dater du jour où les licences annuelles ou semestrielles pour la vente des liqueurs spiritueuses maintenant en vigueur dans ledit comté expireront, pourvu que ce jour ne soit pas plus rapproché que le quatre-vingt-dixième jour de la date dudit arrêté en conseil, et que s'il y a moins de quatre-vingt-dix jours entre les deux dates, qu'elle devienne en vigueur le jour correspondant de l'année suivante, et s'il n'y a pas de licences en vigueur dans ledit comté, alors cette deuxième partie de ladite loi sera en vigueur et deviendra exécutoire dans ledit comté à compter de l'expiration de trente jours de la date dudit arrêté en conseil.

De ce qui précède Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner, sont par les présentes requis de prendre connaissance et d'agir en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre très fidèle et très aimé cousin et conseiller, Victor-Christian-William, duc de Devonshire, marquis d'Hartington, comte de Devonshire, comte de Burlington, baron Cavendish de Hardwicke, baron Cavendish de Keighley, chevalier de Notre très noble Ordre de la Jarretière; membre de Notre très honorable Conseil Privé; chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint Michel et de Saint-Georges; chevalier grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Gouverneur général et Commandant-en-chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre CITE D'OTTAWA, ce VINGT-HUITIÈME jour d'AVRIL en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent dix-sept et de Notre Règne la septième.

Par ordre,

Le sous-secrétaire d'Etat,

2505—20-3

THOMAS MULVEY.

summing up of votes on behalf of the persons interested in and promoting or opposing, respectively, the adoption of the petition, at the Court House, at Cookshire, in the said County, on Monday, the twenty fifth day of June next, 1917, at ten of the clock in the forenoon.

That the votes of the electors will be summed up and the result of the polling declared by the returning officer at the said Court House, at Cookshire aforesaid, on Thursday, the fifth day of July next, 1917, at ten of the clock in the forenoon.

And in the event of the petition being adopted by the electors, the Governor General in Council may at any time after the expiration of sixty days from the day on which the same was adopted, by Order in Council published in the *Canada Gazette*, declare that Part II of the said Act shall be in force and take effect in such county upon, from and after the day of the date of such Order in Council, and if it be less, then on the like day in the then following year; and if there are no licenses in force in the said county, then that Part II of the said Act shall be in force and take effect in the said county from and after the expiration of thirty days from the date of such Order in Council.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Right Entirely Beloved Cousin and Councillor, Victor Christian William, Duke of Devonshire, Marquess of Hartington, Earl of Devonshire, Earl of Burlington, Baron Cavendish of Hardwicke, Baron Cavendish of Keighley, Knight of Our Most Noble Order of the Garter; One of Our Most Honourable Privy Council; Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George; Knight Grand Cross of Our Royal Victorian Order, Governor General and Commander-in-Chief of Our Dominion of Canada.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this TWENTY-EIGHTH day of APRIL, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventeen, and in the seventh year of Our Reign.

By Command,

THOMAS MULVEY,
Under-Secretary of State.

2506—20-3

Lettres patentes

'La Ferme d'Elevage de Saint-Calixte, Limitée'.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14 mai 1917, constituant en corporation MM. Leo Demontigny, cultivateur, de Saint-Calixte, Josaphat Gougeon, contracteur, de Maisonneuve, Alexandre Hall, boucher, Joseph Galland, imprimeur, Georges Se-

Letters patent

"La Ferme d'Elevage de Saint-Calixte, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of May, 1917, incorporating MM. Leo Demontigny, farmer, of Saint Calixte, Josaphat Gougeon, contractor, of Maisonneuve, Alexandre Hall, butcher, Joseph Galland, printer, Georges Serouille-de-

rouille-de-Ber, agent, de Montréal, dans les buts suivants :

Vendre, acheter et faire l'élevage des moutons et tous autres animaux domestiques et d'alimentation, et se livrer au commerce de fermiers;

Faire, acheter et vendre toutes les matières, accessoires, machines et autres articles que la compagnie jugera d'un usage propre ou indispensable en rapport avec l'exercice dudit commerce;

Exercer le négoce de commerçants généraux et fabricants des effets, denrées, marchandises et fournitures dont la corporation jugera avantageux de trafiquer conjointement avec le commerce précité;

Ouvrir des magasins ou entrepôts pour vendre ou mettre en valeur les produits et marchandises de la compagnie ou de toute autre compagnie similaire;

Exercer toute autre affaire ou industrie qui pourrait être exercée par cette compagnie, en rapport avec l'objet et les fins de cette compagnie ou qui pourrait être exercée afin de mettre en valeur quelqu'un ou tous les droits ou propriétés de cette compagnie;

Acquérir, acheter des propriétés mobilières ou immobilières pour le profit et dans l'intérêt de cette compagnie et en donner paiement en deniers comptants ou en parts acquittées de cette compagnie, et ce avec le consentement des actionnaires;

Emettre des actions acquittées, obligations, débentures ou autres garanties de la compagnie, en paiement de tous meubles, immeubles, et autres biens acquis par la compagnie, ou avec l'approbation des actionnaires en paiement des services rendus dans la formation, la promotion, ou l'organisation de la présente compagnie et généralement de tous services quelconques;

Souscrire, accepter, endosser toutes lettres de change, billets promissaires, chèques et autres effets négociables;

Payer à même les fonds de la compagnie les dépenses se rapportant à l'incorporation et à l'organisation de la compagnie;

Se réunir en tout ou en partie avec toute autre compagnie ayant totalement ou partiellement les mêmes fins que celles de cette compagnie;

Acheter ou acquérir et posséder de toute autre manière les parts, obligations ou débentures de toute autre compagnie, corporation ou corps publics, et en donner paiement par des parts, débentures, obligations, argent ou autres sécurités ou effets de cette compagnie, avec pouvoir de les conserver, vendre ou autrement en disposer par voie de vote ou autrement en garantir le paiement en principal, dividendes ou intérêts; promouvoir toute compagnie ou corporation ayant absolument ou partiellement les mêmes fins que cette compagnie, ou faire et exercer tout commerce ou industrie se rapportant directement ou indirectement à l'objet et aux fins de cette compagnie;

Tout pouvoir mentionné dans un paragraphe ne devra pas limiter ou restreindre le sens des termes employés dans un autre paragraphe, sous le nom de "La Ferme d'Elevage de Saint-Calixte, Limitée", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Calixte, district de Joliette.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mai 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2519—21—2 C.-J. SIMARD.

Ber, agent, of Montreal, for the following purposes:

To sell, buy and breed sheep and all other domestic and farm live stock and to carry on the business of farmers;

To make, buy and sell all materials, accessories, machinery and other equipment which may appear to the company fit to be used or indispensable in connection with the carrying on of the aforesaid business;

To carry on the business of general traders in and manufacturers of goods, wares, merchandise and supplies which the company may think advantageous to deal in in conjunction with the above business;

To open stores or warehouses for selling or turning to account the company's products and goods and those of any other similar company;

To carry on any other business or industry capable of being carried on by this company in connection with its objects and purposes or calculated to enhance the value of any or all of the company's property or rights;

To acquire, buy moveable or immovable property for the benefit and interest of the company and to pay for same in cash or in paid up shares of the company and that with the consent of shareholders;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment of any moveables, immoveables or other property acquired by the company, or with the approval of shareholders in payment for services rendered in or about the formation, promotion or organization of the present company and generally all services whatsoever;

To subscribe for, accept, endorse, any bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To pay out of the funds of the company all expenses relative to the company's incorporation or organization;

To unite, in whole or in part, with any other company having altogether or partly the same purposes as those of the company;

To buy or acquire and own in any manner the shares, bonds or debentures of any other company, corporation or public bodies and to pay for same with shares, debentures, bonds, cash or other securities or effects of the company, with power to retain, sell or otherwise dispose thereof by way of vote or otherwise, and to guarantee the payment of the principal, interests or dividends thereon; to promote any company or corporation having altogether or partly the same purposes as the company, or to do and carry on any business or industry directly or indirectly incidental to the company's objects and purposes;

Any power mentioned in any paragraph hereof shall not limit or restrict the sense of the terms used in any other paragraph, under the name of "La Ferme d'Elevage de Saint-Calixte, Limitée", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint-Calixte, district of Joliette.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of May, 1917.

C. J. SIMARD,
2520—21—2 Assistant Provincial Secretary.

"His Majesty's Café, Incorporated".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huit mai 1917, constituant en corporation M.M. Auguste Angers, avocat, Wilfrid Potvin, coiffeur, John Adam Smith, ingénieur des mines, James Frank Valis, gérant, et Christian Frank Valis, gérant, de Montréal, pour les fins suivantes:

Organiser, établir, gérer, exploiter et tenir des restaurants, des cafés, auberges et lieux de rafraichissements, et généralement se livrer au commerce de pourvoyeurs et restaurateurs;

Organiser, établir, exploiter et tenir des hôtels, maisons de pension et auberges, et donner des repas, de l'abri et des rafraichissements aux personnes qui en font la demande;

Exercer le commerce de marchands de vins et de spiritueux, soit en gros soit au détail, conformément aux dispositions de loi y relative;

Etre négociants, acheter, vendre et généralement faire le commerce des cigares, tabacs et cigarettes, des bonbons et pâtisseries de toutes sortes, des fruits et des autres denrées alimentaires, ainsi que de toutes les catégories de boissons dites de tempérance;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement d'aucune personne, société ou compagnie, comme affaire en opération ou autrement, et exercer aucun autre commerce de restaurant, café, hôtel ou salle de rafraichissement, et les payer en numéraire, en obligations, ou en parts totalement ou partiellement acquittées du capital de la corporation;

Acheter ou autrement acquérir et détenir à bail ou autrement aucune propriété immobilière jugée nécessaire à l'exercice du commerce de la compagnie, et la payer en numéraire, en obligations ou en parts de la corporation;

Vendre, échanger, louer, aliéner ou autrement disposer d'aucune propriété mobilière ou immobilière, emprunter des deniers sur la garantie d'icelle, grever la propriété mobilière et hypothéquer la propriété immobilière;

Acheter, acquérir ou souscrire, accepter, détenir et aliéner aucunes actions, obligations, débetures ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

S'unir ou s'associer à aucune personne, société ou corporation exerçant aucun commerce semblable ou subsidiaire;

Vendre, louer, transférer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie en faveur d'aucune personne, société ou corporation, et accepter en considération de cette vente, de ce bail ou de ce transfert des argents, ou des parts, des obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation;

Rémunérer, soit en numéraire, ou en parts ou en obligations totalement ou partiellement acquittées de la compagnie, aucune personne, société ou corporation pour services rendus ou à être rendus à la corporation dans la constitution et l'organisation d'icelle, dans la gestion de ses affaires, ou pour aucune propriété ou aucuns droits acquis par la compagnie, sous le nom de "His Majesty's Café, Incorporated", avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en deux cents (200) parts de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

"His Majesty's Café, Incorporated".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth of May, 1917, incorporating M.M. Auguste Angers, advocate, Wilfrid Potvin, hairdresser, John Adam Smith, mining engineer, James Frank Valis, manager, and Christian Frank Valis, manager, of Montreal, for the following purposes:

To organize, promote, conduct, operate and maintain restaurants, cafes, eating-houses and places of refreshment, and generally to carry on the business of purveyors and restaurateurs;

To organize, promote, operate and maintain hotels, boarding-houses and lodging-houses, and to provide board, lodging and refreshment to persons applying therefor;

To carry on the business of wine and spirit merchants, either by wholesale or retail, subject to all the provisions of the law in that behalf;

To carry on the business of merchants, and to buy, sell and deal in generally cigars, tobaccos and cigarettes, candies and confections of all sorts, fruits and other articles of food, and all forms of non-alcoholic liquid refreshment;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any other restaurant, cafe, hotel or refreshment business, and to pay for the same in cash or in bonds or in paid-up or partly paid-up stock of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any immoveable property which may be deemed necessary for the carrying on of the business of the company, and to pay therefor either in cash, bonds or stock of the company;

To sell, exchange, lease, dispose of or otherwise deal with any of its moveable or immoveable property, and to borrow money upon the security thereof, and to pledge such moveable property and hypothecate such immoveable property;

To buy, acquire or subscribe for and to accept, hold and dispose of any shares, bonds, debentures or securities of any company or corporation having objects similar to those of this company;

To unite or joint with any other person, firm or corporation carrying on any similar or allied business;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company to any person, firm or corporation, and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer monies or any shares, bonds or securities of any other company or corporation;

To remunerate either in cash or in paid up or partly paid up stock or debentures of the company, any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its promotion and organization or in connection with the conduct of the company's business or for any property or rights acquired by the company, under the name of "His Majesty's Café, Incorporated", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into two hundred (200) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce dix-huitième jour de mai 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2535—21-2 C.-J. SIMARD.

"The Southern St. Lawrence Forest Protective Association, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuf mai 1917, constituant en corporation M.M. W. Gerard Power, manufacturier, de Saint-Pacôme, Robt. L. Montgomery, manufacturier, de New-Richmond, Angus McLean, manufacturier, de Bathurst, N. B., H. J. Lyons, entrepreneur de Matane, et Simmons Brown, marchand de bois, de Québec, pour les fins suivantes:

Préparer, installer et exploiter un procédé effet de combattre l'incendie sur toutes les forêts qui se trouvent dans les comtés de Bellechasse, Montmagny, l'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rimouski, Matane, Bonaventure et Gaspé.

Poursuivre ceux qui transgressent les lois et règlements sur les feux;

Prendre les moyens législatifs et éducationnels de conserver les ressources forestières généralement;

Coopérer avec le gouvernement provincial à la protection des forêts et à l'entretien des réserves forestières;

Etablir, entretenir et exploiter un réseau téléphonique sur les terrains affermés, en rapport avec l'industrie forestière et les objets de l'association;

Faire et entretenir des routes et sentiers sur les terrains affermés ainsi que sur toutes les terres jugées nécessaires à l'établissement des communications avec les terrains concédés en vertu de la loi;

Construire et entretenir des tours et postes d'observation à divers endroits, sur les terrains affermés suivant la loi, tel que nécessaire;

Afin de coopérer à la protection contre les feux de forêts, resserrer les relations entre toutes corporations, sociétés, ou personnes propriétaires ou concessionnaires de forêts dans les comtés de Bellechasse, Montmagny, l'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rimouski, Matane, Bonaventure et Gaspé;

Accomplir aucun acte et tous les actes jugés nécessaires au commerce de la compagnie, pour mieux atteindre les fins pour lesquelles la constitution en corporation est demandée, sous le nom de "The Southern St. Lawrence Forest Protection Association, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en dix mille (10,000) parts de deux piastres (\$2.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce neuvième jour de mai 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2397—20-2 C.-J. SIMARD.

"Duchesne & Grimard, Limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9 mai 1917 constituant en corporation MM. Henri H. Duchesne, manufacturier, J. T. Grimard, commis voyageur, R. Grignon, ébéniste, Zoel Martel, contracteur, A. D. Tessier, médecin, de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce de pianos, phonographes, machines à

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of May, 1917.

C. J. SIMARD,
2536—21-2 Assistant Provincial Secretary.

"The Southern St. Lawrence Forest Protective Association, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth of May 1917, incorporating MM. W. Gerard Power, manufacturer, of Saint Pacôme, Robt. L. Montgomery, manufacturer, of New-Richmond, Angus McLean, manufacturer, of Bathurst, N. B., H. J. Lyons, contractor, of Matane, and Simmons Brown, lumberman, of Quebec, for the following purposes:

To formulate, install and operate a thoroughly efficient system of protection from fire, including all the timber lands in the counties of Bellechasse, Montmagny, l'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rimouski, Matane, Bonaventure and Gaspé;

To prosecute transgressors of the fire laws and regulations;

To promote legislative and educational measures to conserve forest resources in general;

To co-operate with the Provincial Government in the protection of forests and the maintenance of forest reserves;

To establish, maintain and operate a telephone system upon and over the lands under license, in connection with lumbering operations and the objects of the association;

To build roads, trails, and maintain the same upon and over the lands under license, and upon and over all lands deemed necessary to establish communication with the lands under licenses according to law;

To build and maintain observation towers or look-out stations at various points, and the lands under licenses and others according to law, as may be necessary;

To bring closer together all and any corporations, partnerships, or persons owing or leasing timber lands in the counties of Bellechasse, Montmagny, l'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rimouski, Matane, Bonaventure and Gaspé, to co-operate in the protection of forest from fire;

And to do any and all acts which may be deemed necessary to carry on the business of the company, that it may more effectually accomplish the purposes for which the incorporation is sought, under the name of "The Southern St. Lawrence Forest Protection Association, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of two dollars (\$2.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of May, 1917.

C. J. SIMARD,
2398—20-2 Assistant Provincial Secretary.

"Duchesne & Grimard, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 9th May, 1917, incorporating Henri H. Duchesne, manufacturer, J. T. Grimard, commercial traveler, R. Grignon, cabinet-maker, Zoel Martel, contractor, A. D. Tessier, physician, of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of manufacturers of, wholesale and retail

écrire, machines à calculer, comme manufacturier, marchand en gros et en détail, agent ou autrement et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que moteurs, mécanismes, avec pouvoir à main, électrique ou autre, reproducteurs, acoustiques, disques, ou tout autre mécanisme, pièces, mouvements, ferrures ou autres; et exercer tout commerce qui peut être utile ou paraître avantageux pour les meilleurs intérêts de la compagnie, et aussi faire de l'importation et de l'exportation pour les fins utiles et avantageuses de ladite compagnie;

Acquérir, par achat, bail ou autrement tous brevets, inventions, améliorations, marques de commerce, et toutes autres choses dans l'intérêt et pour les fins de la compagnie, et agir en qualité d'agent pour l'achat, vente, échange de tout instrument musical ou mécanique, machines à écrire, machines à calculer, et toute autre chose dans l'intérêt de la compagnie;

Faire le commerce en général de tout bien mobilier, prêter de l'argent aux clients ou autres personnes ayant des affaires avec la compagnie;

Acheter, prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, sur propriétés immobilières, gages et charges sur propriétés mobilières, pour garantir toute créance due à la compagnie, ou toute avance faite par la compagnie;

Faire les affaires de prêts, les placements de tous genres, excepté les affaires de banque, et agir en qualité d'agent d'assurance et courtier;

Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autrement qui semblera à la compagnie capable d'être convenablement exercée en rapport avec ce qui précède ou censée directement ou indirectement accroître la valeur d'aucuns des biens de la compagnie, ou les rendre profitables;

Acquérir et entreprendre par achat, bail ou autrement la totalité ou aucune partie des commerces, biens et dettes de toutes personnes ou compagnies exerçant tout commerce, que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenables pour les fins de la compagnie;

S'associer ou faire des conventions concernant les actions, profits, l'union des intérêts, co-opération, risques conjoints, concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou compagnie exerçant et étant engagée dans toute affaire ou transaction, que cette compagnie est autorisée à exercer ou à entreprendre, ou toute affaire ou transaction capable d'être conduite de manière à bénéficier directement ou indirectement cette compagnie, et prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, ou tous clients ou personnes ayant des relations commerciales avec la compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toutes telles personnes ou compagnies et les vendre, les détenir, les ré-émettre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Acheter, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant tout commerce susceptible d'être conduit de manière à bénéficier directement ou indirectement cette compagnie, et établir, promouvoir ou autrement aider toute telle compagnie ou compagnies.

Faire des conventions avec tous gouvernements ou autorités municipales, locales ou autres qui paraîtront avantageuses pour les objets de la compagnie, ou aucun d'eux, et obtenir de tel gouvernement ou autorité, tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirables

dealers in, agents of pianos, phonographs, typewriters, adding machines, or otherwise, and to carry on any other business capable of being carried on in connection with the above businesses, including motors, mechanical appliances, driven by hand power, electric power or otherwise, sound reproducers, records or any other appliances, pieces, works, ironworks or other articles; and to carry on any other business which may appear suitable or advantageous to said company;

To acquire by purchase, lease or otherwise any patents, inventions, improvements, trade marks and the like conducive to the attainment of the company's purposes, and to act as agents for the purchase, sale, exchange of any musical or mechanical instrument, typewriters, adding machines and any other article deemed beneficial to the company;

To generally deal in real estate, loan moneys to customers and others having dealings with the company;

To buy, take or hold mortgages and hypothecs upon real estate, liens and charges on moveable effects as security for any claim owing to the company or any advances made by the company;

To carry on loan and investment business of every kind, except banking business and to act as insurance agents and brokers;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the foregoing or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable the company's property or rights;

To acquire and undertake by purchase, lease or otherwise the whole or any part of the business, property and liabilities of any persons or companies carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the company's purposes;

To enter into partnership, or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To buy, take or otherwise acquire and hold shares, bonds, debentures or other securities of any other company having objects altogether or partly similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to establish, promote or otherwise assist any such company or companies;

To enter into any arrangements with any governments, authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such governments or authority any rights, privileges and concessions which the com-

d'obtenir, et exécuter, exercer et satisfaire à tous tels conventions, droits, privilèges et concessions.

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou aucun des biens et dettes de telle compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront censées directement ou indirectement bénéficier à cette compagnie, et souscrire et placer ou aider au placement des actions, obligations ou valeurs de toute telle compagnie ou compagnies.

Construire, entretenir, échanger toutes bâtisses ou travaux nécessaires ou convenables pour les fins de la compagnie, et construire, posséder et exploiter des chars, véhicules et tous autres machines ou mécanismes mûs par la vapeur, l'électricité ou autrement pour les fins de la compagnie;

Placer et transiger avec les argents non immédiatement requis de la compagnie, de telle manière qu'il pourra être déterminé de temps à autre.

Émettre des actions acquittées, obligations ou débetures ou autres valeurs pour le paiement soit en tout ou en partie de tous biens meubles ou immeubles, mobiliers ou immobiliers, services, droits, baux, commerces, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, brevets, inventions, marques de commerce, permis ou concessions que cette compagnie pourra légalement acquérir et en paiement ou en partie de paiement ou en échange pour des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie, exerçant un commerce semblable à celui de la compagnie ou s'y rapportant.

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre, en plaçant ou aidant à placer, ou garantissant le placement d'actions, dans le capital de la compagnie ou toutes débetures ou autres valeurs relativement à la formation ou à la promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires.

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats, et autres effets négociables ou transférables.

Prendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Faire toutes ou aucunes des choses précitées en qualité de principaux, ou autrement, soit seul ou conjointement avec d'autres personnes;

Se joindre avec toute autre compagnie, ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Distribuer en espèces ou en nature par dividendes ou autrement aucun des biens de la compagnie parmi les membres et particulièrement des actions acquittées, débetures ou débetures-obligations de toute autre compagnie;

En général acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens mobiliers ou immobiliers, et tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et les vendre ou autrement en disposer comme il sera jugé convenable;

Acquérir par achat ou autrement comme un commerce en opération, le commerce de pianos, phonographes, machines à écrire, machines à calculer, disques, et la manufacture de phonographes actuellement exploités à Montréal, sous le nom de U. S. Agencies Co. et Duchesne & Grimard, et continuer à exploiter ledit commerce avec ses installations, fournitures, fonds de commerce, achalandages, clientèle et autres biens mobiliers généralement utilisés dans l'exploita-

pany may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property or liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to place or assist in placing the shares, bonds or securities of any such company or companies;

To construct, maintain, exchange any buildings or works necessary or suitable for the company's purposes, and to construct, own and operate cars, vehicles or other machinery or mechanical appliances driven by steam, electricity or otherwise and that for the company's purposes;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities in full or part payment for any property, moveable or immoveable, real or personal, services, rights, leases, business, franchises, undertakings, powers, privileges, patents, inventions, trade-marks, permits or concessions which the company may legally acquire and in payment or part payment or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company carrying on a business similar or incidental to that of the company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or any debentures or other securities, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, and other negotiable and transferable instruments;

To take or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or partly similar to those of the company;

To do all or any of the above things as principal or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To amalgamate with any other company having objects altogether or partly similar to those of the company;

To distribute in specie or kind, by way of dividend or otherwise, any of the company's property amongst its shareholders and particularly, the paid up shares, debentures or debenture-stock of any other company;

Generally to buy, take on lease or in exchange, let or otherwise acquire any moveable or immoveable property and any rights and privileges which the company may think necessary or suitable for its business purposes and to sell or otherwise dispose of same as may be deemed fit;

To acquire by purchase or otherwise as a going concern the business of dealers in pianos, phonographs, typewriters, adding machines, records, and the phonograph factory now operated by at Montreal, under the name of U. S. Agencies Co. and Duchesne & Grimard, and to continue operating the said business with its equipment, supplies, stock in trade, custom, goodwill and other moveable effects generally utilized in the operation of said business and factory, and to pay

tion dudit commerce et manufacture et payé pour telle acquisition, soit totalement ou partiellement, en argent ou en obligations, ou actions entièrement acquittées de la présente compagnie;

Aucun pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité ou restreint par déduction ou induction d'aucun autre paragraphe sous le nom de "Duchesne & Grimard, Limitée", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisée en quatre mille neuf cents (4900) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de mai 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2409—20-2 C.-J. SIMARD.

for such acquisition either in whole or in part, in cash or in bonds or in fully paid up shares of the present company;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Duchesne & Grimard, Limitée", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four thousand nine hundred (4900) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of May, 1917.

C. J. SIMARD,
2410—20-2 Assistant Provincial Secretary.

"Cusson Construction Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11 mai 1917 constituant en corporation MM. Domina Cusson entrepreneur, Moïse Rodrigue, peintre, François Xavier Robillard, entrepreneur, Aimé Malo, étudiant en droit, Jean Fortin, étudiant en loi, de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, échange ou autrement des terrains et lots de terre, et acquérir par achat, échange ou autrement, louer, bâtir, construire, améliorer et réparer des maisons, magasins et autres édifices quelconques et les payer en argent, parts, débentures ou autrement et les vendre, les louer ou en disposer de quelque façon que ce soit;

Exercer l'industrie d'entrepreneurs de travaux de construction en général et de marchands de matériaux de construction;

Acquérir à quelque titre que ce soit, des limites à bois, des carrières de pierre et terrains contenant les éléments nécessaires pour la production des différents matériaux de construction et les vendre, louer ou autrement en disposer;

Acquérir à quelque titre que ce soit, des matériaux de toutes sortes, les machines et l'outillage, les établissements et les ateliers propres au développement et à l'exercice de l'industrie de la compagnie, et les vendre, louer ou autrement en disposer;

Payer pour tous services rendus à la compagnie ou pour toute acquisition qu'elle pourrait faire en actions libérées de la compagnie ou en argent comptant ou en débentures, ou partie en actions libérées ou débentures et partie en deniers comptants;

Emprunter sur le crédit de la compagnie;

Emettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;

Hypothéquer ou donner en garantie les immeubles de la compagnie, ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie ou donner ces deux espèces de garantie pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs et de tous emprunts de deniers faits pour la compagnie;

Acheter des actions d'autres compagnies ou faire l'acquisition de l'actif et de l'achalandage de toutes personnes, sociétés ou compagnies exerçant une industrie ou un commerce quelconque et continuer les affaires de toutes telles personnes, sociétés ou compagnies en assumant le paiement des obligations et payer pour tel achat en argent, actions ou débentures de cette compagnie ou autrement;

Vendre ou autrement disposer des droits, affaires, entreprises et propriétés de cette compa-

"Cusson Construction Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1917, incorporating Domina Cusson, contractor, Moïse Rodrigue, painter, François-Xavier Robillard, contractor, Aimé Malo, student-at-law, Jean Fortin, student-at-law, of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange or otherwise lands and lots of land, and acquire by purchase, exchange or otherwise, lease, build, erect, improve and repair dwelling houses, stores and other buildings whatsoever, and to pay for same in cash, shares, debentures or otherwise, and sell, lease or dispose of same in any way whatever;

To carry on the business of general building contractors and dealers in building materials;

To acquire under any title whatsoever, timber berths, stone quarries and lands containing the necessary substances for the production of the various building materials, and to sell, lease or otherwise dispose thereof;

To acquire under any title whatsoever materials of every kind, the machinery and equipment, the plants and workshops suitable for the proper development and exercise of the company's business, and to sell, lease or otherwise dispose thereof;

To pay for all services rendered to the company or for any acquisition of the company in fully paid up shares of the company or in cash, or debentures, or partly in fully paid up shares or debentures and partly in cash;

To contract loans on the credit of the company;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell same for such price and amount deemed suitable;

To hypothecate or mortgage the immovables of the company or pledge its moveables or give both the above kinds of security to secure the payment of such bonds, debentures or other securities and all loans of money contracted for the company;

To buy shares in other companies or acquire the assets and goodwill of any persons, firms or companies carrying on any business or trade whatsoever and to continue the business of any such persons, firms or companies by guaranteeing the payment of the liabilities, and to pay for such purchase in cash, shares or debentures of this company or otherwise;

To sell or otherwise dispose of the rights, business, undertakings and property of this com-

gnie en tout ou en partie, de quelque façon que ce soit, et recevoir en paiement de l'argent ou des parts, des débentures ou autres valeurs émises par d'autres corporations, avec tous les droits et privilèges s'y rattachant, y compris le droit de vote;

Payer en parts acquittées de cette compagnie ou autrement pour services rendus ou à être rendus dans le placement des actions du capital social ou pour tous autres services rendus relativement à la formation de cette compagnie et à la conduite de ses opérations;

Les lots numéros cent cinquante-neuf, cent soixante et cent soixante et un étant des subdivisions du lot originaire numéro cinquante (50-159, 160 et 161) du cadastre de la paroisse de Montréal doivent être achetés par la compagnie au prix de trois mille dollars (\$3,000.00), payable à raison de quinze cents dollars (\$1500.00) en argent et quinze cents dollars (\$1500.00) par quinze (15) actions acquittées du capital de la compagnie, sous le nom de "Cusson Construction Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mai 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

2411-20-2

C.-J. SIMARD.

"Martin Gold Mining Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12 mai 1917 constituant en corporation MM. Frederick Austin Day et Wesley Ashton Gordon, avocats, Edna-May Reilly et Alice McGuire, sténographes, Omer-Roland Vallée, comptable, Joseph Brisebois, agent d'assurance, et Alfred-Errett Cranstoun, comptable of Haileybury, Ont., pour les fins suivantes:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741 des statuts refondus de 1909 en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir, détenir et disposer des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une com-

pany in whole or in part, in any way whatsoever, and to receive in payment thereof cash, shares, debentures or other securities issued by other corporations, with all the rights and privileges attached thereto, including voting power;

To pay with paid up shares of this company or otherwise for services rendered or to be rendered in the placing of the shares of the capital stock or for all other services rendered in or about the formation of the company and the conduct of its business;

The lots numbers one hundred and fifty nine, one hundred and sixty and one hundred and sixty one, being subdivisions of the primitive lot number fifty (50-159, 160 and 161) of the cadastre of the parish of Montreal, are to be bought by the company at the price of three thousand dollars (\$3,000.00) payable fifteen hundred dollars (\$1,500.00) cash and fifteen hundred dollars (\$1,500.00) by fifteen (15) fully paid up shares of the capital stock of the company, under the name of "Cusson Construction Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of May, 1917.

C. J. SIMARD,

2412-20-2

Assistant Provincial Secretary.

"Martin Gold Mining Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1917, incorporating Frederick Austin Day and Wesley Ashton Gordon, barristers-at-law, Edna May Reilly and Alice McGuire, stenographers, Omer Roland Vallée, accountant, Joseph Brisebois, insurance agent, and Alfred Errett Cranstoun, accountant of Haileybury, Ont., for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein; mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes.

To build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flums, canals, water powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations.

To exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741, of the revised statutes 1909 in the manner therein prescribed.

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen.

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any

pagnie minière, et les garder ou en disposer en paiement de minerais, terrains, marchandises ou d'ouvrages faits;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la présente section, et les payer, au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation: les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle en sus du montant qu'ils auront versé ou convenu de verser à la compagnie pour ses parts; la corporation pourra payer à aucune personne en considération de sa souscription ou de son engagement à souscrire, soit absolument ou conditionnellement, aucunes parts de la compagnie, pour faire ou convenir de faire souscrire soit absolument soit conditionnellement aucunes parts, ladite commission ne devant pas excéder vingt-cinq pour cent des deniers réalisés par la vente de ces actions;

Emettre, en paiement d'aucune propriété ou d'aucuns droits d'aucune nature et espèce quelconque que la compagnie pourra acquérir ou détenir, des parts pleinement ou partiellement acquittées du capital corporatif;

Tout règlement de la compagnie qui doit être ratifié par les actionnaires pourra être ratifié par un consentement écrit de tous les actionnaires, au lieu de l'être en assemblée générale;

Les dividendes déclarés et payés à même les deniers réalisés par la compagnie dans ses opérations, sous le nom de "Martin Gold Mining Company, Limited", avec un fonds social de un million cinq cent mille piastres (\$1,500,000), divisé en un million cinq cent mille (1,500,000) parts de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera au village de Amos, dans le comté de Pontiac.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mai 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2413—20-2 C.-J. SIMARD.

mining company in payment for minerals, lands, merchandise or works;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

To do all such acts and operations as are accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated, that the shareholders incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

That the company may pay a commission to any person in consideration of his subscribing or agreeing to subscribe either absolutely or conditionally for any shares in the company, or procuring or agreeing to procure subscriptions either absolute or conditional for any such shares, said commission not to exceed twenty five per centum of the amount realized from the sale of such shares;

To issue in payment for any property or rights of whatever kind and description that the company may acquire or hold, fully or partly paid up shares in the capital stock of the company;

That any by-law of the company requiring confirmation by the shareholders may, in lieu of confirmation at a general meeting, be confirmed by the consent in writing of all shareholders;

That dividends may be declared and paid out of the funds of the company derived from its operations, under the name of "Martin Gold Mining Company, Limited", with a capital stock of one million five hundred thousand dollars (\$1,500,000.00), divided into one million five hundred thousand (1,500,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the village of Amos, county of Pontiac.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of May, 1917.

C. J. SIMARD,
2414—20-2 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

840-17.

Québec, 18 mai 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Cap-Saint-Ignace, dans le comté de Montmagny, tout le territoire compris dans les limites de l'arrondissement No 1, savoir:

Borné au nord par le fleuve Saint-Laurent; à l'est par le No 78 du cadastre officiel de la paroisse de Cap-Saint-Ignace; au sud par une ligne uniforme partant du No 78 et passant à 6 arpents au nord du chemin de fer Intercolonial, se dirigeant vers l'ouest jusqu'à la route Jalbert, par la route Jalbert par le chemin du 2ème rang; par la continuation de la route Jalbert et par le Bras-Saint-Nicolas; à l'ouest par le No 256, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Cap-Saint-Ignace, village, l'autre partie devant à l'avenir porter le nom de Cap-Saint-Ignace, paroisse. 2529—21-2

Department of Public Instruction

840-17.

Quebec, 18th May, 1917.

Notice is given by the superintendent that application is made to detach from the school municipality of Cap-Saint-Ignace, in the county of Montmagny, all the territory comprised within the limits of district No 1, namely:

Bounded on the north by the Saint Lawrence river; on the east by the lot No. 78 of the official cadastre of the parish of Cap-Saint-Ignace; on the south by a uniform line starting from lot No. 78, and running 6 arpents distant north of the Intercolonial Railway, westerly to Jalbert road, thence Jalbert road, the 2nd range road; the continuation of Jalbert road, the Bras-Saint-Nicolas; to the west by the lot No. 256, and to erect all the above described territory into a distinct school municipality, under the name of Cap-Saint-Ignace, village, the remaining part to be henceforth known under the name of Cap-Saint-Ignace, parish. 2530—21-2

170-15.

Québec, 19 mai 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Juste-de-la-Bretonnière, tous les lots compris dans les rangs 4, 5, 6 et 7, du canton Panet, dans le comté de Montmagny.

2525-21-2

170-15.

Quebec, 19th May, 1917.

Notice is given by the superintendent that application is made to erect into a distinct school municipality, under the name of Saint-Juste-de-la-Bretonniere, all the lots included in the ranges 4, 5, 6 and 7, of Panet township, in the county of Montmagny.

2526-21-2

3809-09.

Québec, 19 mai 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Denis, dans le comté de Kamouraska, les lots Nos 1 à 12, inclusivement; 14 à 40, inclusivement, plus la partie du No 41 appartenant à Alfred Lebel, partie est, 163 à 199, inclusivement; 222 à 228, inclusivement, et 231 à 232, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Denis, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint-Denis No 2.

2527-21-2

3809-09.

Quebec, 19th May, 1917.

Notice is given by the superintendent that application is made to detach from the school municipality of Saint-Denis, in the county of Kamouraska, the lots Nos. 1 to 12, both inclusive, 14 to 40, inclusively, plus the part of lot No. 41 owned by Alfred Lebel, being the east part thereof; 163 to 199, inclusively; 222 to 228, inclusively, and 231 and 232 of the official cadastre of the parish of Saint-Denis, and to erect all the above described territory into a distinct school municipality under the name of Saint Denis No. 2.

2528-21-2

542-17.

Québec, 19 mai 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Benoit-Labre le territoire suivant, savoir:

Tout le village de Saint-Benoit-Joseph-Labre-d'Amqui, dans le comté de Matane, tel qu'érigé le 28 novembre 1906, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint-Benoit-Joseph-Labre, village.

2531-21-2

542-17.

Quebec, 19th May, 1917.

Notice is given by the superintendent that application is made to detach from the school municipality of Saint-Benoit-Labre, the following territory, viz:

The whole of the village of Saint-Benoit-Joseph-Labre-d'Amqui, in the county of Matane, as erected on the 28th November, 1906, and to erect all the above territory into a distinct school municipality under the name of Saint-Benoit-Joseph-Labre, village.

2532-21-2

1833-16.

Québec, 19 mai 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Agnès-de-Ditchfield, dans le comté de Frontenac, les lots Nos 24 à 50, inclusivement, du 1er rang du canton de Ditchfield, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint-Hyacinthe-de-Ditchfield.

2533-21-2

1833-16.

Quebec, 19th May, 1917.

Notice is given by the superintendent that application is made to detach from the school municipality of Sainte-Agnès-de-Ditchfield, in the county of Frontenac, the lots Nos. 24 to 50, inclusively, of the first range of Ditchfield township, and to erect the aforementioned territory into a distinct school municipality under the name of Saint-Hyacinthe-de-Ditchfield.

2534-21-2

2117-16.

Québec, 22 mai 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, dans le comté de Saint-Hyacinthe, les lots Nos 221, 222, 225 et 226, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, et de les annexer à celle de Sainte-Rosalie, comté de Bagot.

2581-21-2

2117-16.

Quebec, 22nd May, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, in the county of Saint-Hyacinthe, the lots Nos. 221, 222, 225 and 226, of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, and to annex the aforesaid lots to that of Sainte-Rosalie, county of Bagot.

2582-21-2

2641-16.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Bécancour, dans le comté de Nicolet, les lots Nos 277, 278 et la demie de 279 du cadastre officiel de la paroisse de Bécancour, et de les annexer à celle de Sainte-Gertrude, même comté.

2583-21-2

2641-16.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Bécancour, in the county of Nicolet, the lots Nos. 277, 278 and the half of 279 of the official cadastre of the parish of Bécancour, and to annex same to that of Sainte-Gertrude, same county.

2584-21-2

535-17

Québec, 22 mai 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire d'Ely-Sud, dans le comté de Shefford, les lots Nos 237, 238 et 239 du plan cadastral du canton d'Ely, lesquels lots formaient ci-devant le lot No 13, dans le troisième rang du canton

535-17

Quebec, 22nd May, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Ely-South, in the county of Shefford, the lots Nos. 237, 238 and 239 of the cadastral plan of the township of Ely, which lots formerly made up the lot No. 13, in the third

d'Ely, et de les annexer à la municipalité scolaire d'Ely-Nord, même comté. 2585—21-2

range of the township of Ely, and to annex said lots to the school municipality of Ely North, same county. 2586—21 2

3697-14

Québec, 23 mai 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Bruno, dans le comté de Lac Saint-Jean, les lots Nos 1 à 4, inclusivement des rangs 4 et 5 du canton La-Barre, et de les annexer à celle de La-Barre, même comté. 2587—21-2

3697-14

Québec, 23rd May, 1917.

Notice is hereby given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Saint Bruno, in the county of Lake Saint John, the lots Nos. 1 to 4, inclusively, of ranges 4 and 5 of La-Barre township, and to annex said lots to that of La-Barre, same county. 2588—21-2

853-17

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Gédéon, dans le comté de Lac-Saint-Jean, les Nos 19 à 25, inclusivement, du rang V, canton Sanaï, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Bruno, même comté. 2591—21-2

853-17.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Saint Gedeon, in the county of Lake Saint John, the lots Nos. 19 to 25, both inclusive, of range V, Sanaï township, and to annex same to the school municipality of Saint Bruno, same county. 2592—21-2

730-17.

Québec, 12 mai 1917

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Inverness, dans le comté de Mégantic, les parties nord-est des lots Nos 1371, 1372, 1373 et 1376 de la rivière Bécancourt, du cadastre officiel de la paroisse d'Inverness, et de les annexer à la municipalité scolaire de Nelson, même comté. 2427—20-2

730-17.

Québec, 12th May, 1917.

Notice is given by the superintendent that application is made to detach from the school municipality of Inverness, in the county of Megantic, the north east parts of the lots Nos. 1371, 1372, 1373 and 1376 of the Becancourt river, of the official cadastre of the parish of Inverness, and to annex same to the school municipality of Nelson, same county. 2428—20-2

359-17.

Québec, 14 mai 1917.

Demande est faite de détacher tout le territoire protestant qui fait actuellement partie de la municipalité scolaire de Emileville-de-Saint-Pie, comté de Rouville, de la municipalité, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Paul-de-Abbotsford, dans le même comté, pour les protestants seulement. 2429—20-2

359-17.

Québec, 14th May, 1917.

Application is made to detach all Protestant property now forming part of the school municipality of Emileville-de-Saint-Pie, Rouville county, from said school municipality, and to annex it for protestant purposes only, to the school municipality of Saint-Paul-de-Abbotsford, in the same county. 2430—20-2

200-17.

Québec, 14 mai 1917.

Demande est faite d'ériger une nouvelle municipalité scolaire pour les protestants seulement, sous le nom de Notre-Dame-de-Grâces-Ouest, Montréal, à laquelle on donnera les bornes actuelles de la présente municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Grâces-Ouest pour les fins des écoles catholiques et protestantes. 2431—20-2

200-17.

Québec, 14th May, 1917.

Application is made for the erection of a new school municipality for Protestants only, under the name of Notre-Dame-de-Grace-West, Montreal, with the limits actually existing for Roman Catholic and Protestant school purposes for the present school municipality of Notre-Dame-de-Grace-West. 2432—20-2

335-17.

Québec, 28 février 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Hereford, dans le comté de Compton, le territoire suivant, savoir:

Commençant au coin sud-ouest du lot du cadastre No 1b, dans le 6ième rang, de là allant vers le nord en suivant la ligne ouest du dit lot 1b et du lot 1a, du même rang, jusqu'au coin nord-ouest dudit lot 1a, de là allant vers l'ouest en suivant la ligne de concession entre les rangs 6 et 7 jusqu'au coin sud-ouest du lot de cadastre No 3c, dans le 7ième rang, de là allant vers le nord en suivant la ligne ouest dudit lot 3c jusqu'à son coin nord-ouest, de là allant vers l'ouest en suivant la ligne de concession entre les rangs 7 et 8 jusqu'au coin sud-ouest du lot de cadastre 9a, dudit rang 8, de là allant vers le nord en suivant la ligne ouest dudit lot 9a jusqu'à son coin nord-ouest, de là allant vers l'est en suivant la ligne nord dudit lot 9a jusqu'au coin sud-ouest du lot de cadastre 8b, dans le 9ième rang, de là allant vers le nord en suivant la ligne ouest du

335-17.

Québec, 28th February, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Hereford, in the county of Compton, the following territory, namely:

Commencing at the south west corner of cadastral lot No. 1b, in the 6th range, thence, towards the north, following the west line of said lot 1b and of lot 1a, of the same range, to the north west corner of said lot 1a, thence, towards the west following the concession line between ranges 6 and 7 to the south west corner of cadastral lot No. 3c in the 7th range, thence, towards the north, following the west line of said lot No 3c to the north west corner thereof, thence, towards the west, following the concession line between ranges 7 and 8 to the south west corner of cadastral lot 9a of said range 8, thence, towards the north, following the west line of said lot 9a to the north west corner thereof, thence, towards the east following the north line of said lot 9a to the south west corner of cadastral lot No. 8b, in the 9th range, thence towards the north

dit lot de cadastre No 8b, du 9ième rang, jusqu'à son coin nord-ouest, de là allant vers l'ouest en suivant la ligne de concession entre les rangs 9 et 10 jusqu'à la municipalité de St-Hermenégilde, de là allant vers le nord en suivant la ligne est de ladite municipalité de Saint-Hermenégilde et passant entre les lots de cadastre Nos 14 et 15, du 10ième rang, et 14b et 15, du 11ième rang de Hereford, jusqu'au canton d'Auckland, de là allant vers l'est en suivant la ligne de division entre lesdits cantons d'Auckland et de Hereford jusqu'à la frontière internationale entre le Canada et les Etats-Unis, de là allant vers le sud en suivant cette ligne internationale jusqu'au point de départ, contenant une superficie totale de 14,128 acres, plus ou moins, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de "Saint-Venant".

2479—20-2

following the west line of said cadastral lot No. 8b, of the 9th range, to the north west corner thereof, thence, towards the west, following the concession line between ranges 9 and 10 to the municipality of Saint Hermenegilde, thence, towards the north, following the east line of said municipality of Saint Hermenegilde and running between the cadastral lots Nos. 14 and 15 of the 10th range, and 14b and 15 of the 11th range of Hereford, to the township of Auckland, thence, towards the east, following the division line between the said townships of Auckland and Hereford to the international boundary between Canada and the United States, thence, towards the south following said international boundary to the point of commencement, containing a total area of 14,128 acres more or less, and to erect all the above territory into a distinct school municipality, for Catholics only, under the name of Saint Venant.

2480—20-2

Actions en séparation de biens

Cour supérieure, district de Montmagny. No 9. Dame Caroline Fortin, de la ville de Montmagny, épouse de sieur Laurent Dubé, commerçant, de ladite ville de Montmagny, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Laurent Dubé, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le 7 mai 1917.

Le procureur de la demanderesse,
OMER BERUBE.

Montmagny, 19 mai 1917. 2513—21-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2900. Dame Celia Jenkin, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Solomon Bassin, de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Solomon Bassin, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en la présente cause le 18 mai 1917.

Le procureur de la demanderesse,
2543—21 J. POPLIGER.

Cour supérieure, province de Québec, district de Beauce. Dame Marie-Anne Bisson, Saint-Martin, épouse commune en biens de Joseph Fortin, demanderesse; vs Joseph Fortin, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce 16ème jour de mai courant.

Les procureurs de la demanderesse,
TALBOT & BEAUDOIN.
Saint-Joseph, Beauce, 16 mai 1917.
2481—20-5

Province de Québec, district de Montréal, No 2461. Cour supérieure. Dame Alice Richard, de la cité de Montréal, dit district, épouse commune en biens de Georges Desruisseaux, mécanicien, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a pris une action en séparation de biens contre Georges Desruisseaux, assisté par François Richard, son curateur *ad hoc* pour les fins de la présente action, le 16ième jour de mai 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
BAYARD & LANCTOT,
Montréal, 16 mai 1917. 2483—20-5

Actions for separation as to property

Superior court, district of Montmagny, No. 9. Dame Caroline Fortin, of the town of Montmagny, wife of Laurent Dubé, trader, of said town of Montmagny, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Laurent Dubé, defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 7th day of May, 1917.

OMER BERUBE,
Attorney for plaintiff.

Montmagny, 19th May, 1917. 2514—21-5

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 2900. Dame Celia Jenkin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Solomon Bassin, of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Solomon Bassin of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on May 18th, 1917.

J. POPLIGER,
Attorney for plaintiff.

2544—21

Superior Court, Province of Quebec, district of Beauce. Dame Marie-Anne Bisson, Saint Martin, wife common as to property of Joseph Fortin, plaintiff; vs Joseph Fortin, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 16th day of May instant.

TALBOT & BEAUDOIN,
Attorneys for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce, 16th May, 1917.
2482—20-5

Province of Quebec, district of Montreal, No. 2461. Superior Court. Dame Alice Richard, of the city of Montreal, said district, wife common as to property of Georges Desruisseaux, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has instituted an action in separation as to property against her husband, assisted by François Richard, of the same place, acting as curator *ad hoc* for the present action, on the 16th day of May, 1917.

BAYARD & LANCTOT,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 16th May, 1917. 2484—20-5

Province de Québec, district de Montréal, No 1667, cour supérieure. Dame Bernadette Augé, de Montréal, épouse de F.-E. Wilfrid Corbeil, courtier d'immeuble, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit F.-E. Wilfrid Corbeil, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 16 de mai 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
BERARD & FILS.

Montréal, 16 mai 1917. 2487—20-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. No 5179. Dame M.-A.-Véronique Desormeaux, épouse commune en biens de J.-L.-Léopold Maillé, commis, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs J.-L.-Léopold Maillé, commis, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 10ième jour de mai 1917.

L'avocat de la demanderesse,
ZEPHIRIN GAUTHIER.

Montréal, 11 mai 1917. 2395—20-5

Canada, province de Québec, district d'Ottawa, No 4531. Cour supérieure. Dame Rosalie DeRepentigny, épouse commune en biens de J.-Bte Larose, ci-devant boulanger, de la cité de Hull, district d'Ottawa, dûment autorisée par ordre du juge à ester en justice, demanderesse; vs Jean-Baptiste Larose, de la cité de Hull, district d'Ottawa, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le huitième jour de mai 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
DEVLIN, STE-MARIE & DUCLOS.

Hull, le 9 mai 1917. 2387—19-5

Province de Québec, district de Montréal, No 4443. Cour supérieure. Dame Anysie Lemieux, épouse commune en biens de Philias Delage dit Lavigueur, demanderesse; vs Philias Delage dit Lavigueur, commerçant, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 9ième jour de mai 1917.

L'avocat de la demanderesse,
J.-E.-C. BUMBRAY.

Montréal, 9 mai 1917. 2389—19-5

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, No 60. Dame Marie-Délia Gauvin, de la cité de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Antoine Gervais, de la cité de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Les avocats de la demanderesse,
FONTAINE & CHAGNON.

Saint-Hyacinthe, 27 avril 1917. 2355—19-5

Canada, province de Québec, district de Québec, No 794, cour supérieure. Dame Maria-Virginie-Eulalie Couture, de la cité de Québec, épouse commune en biens de Joseph-Edmond Boivin, du même lieu, menuisier, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Edmond Boivin, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

Le procureur de la demanderesse,
LEON ROUILLARD.

Québec, 29 avril 1917. 2231—18-5

Province of Quebec, district of Montreal, No. 1667. Superior Court. Dame Bernadette Augé, of Montreal, wife common as to property of F.-E. Wilfrid Corbeil, real estate broker, of the city and district of Montreal, duly authorized to the present, plaintiff; vs the said F.-E. Wilfrid Corbeil, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause on 16th May, 1917.

BERARD & SON,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 16th May, 1917. 2488—20-5

Province of Quebec, district of Montreal, superior court. No. 5179. Dame M.-A.-Véronique Desormeaux, wife common as to property of J.-L.-Leopold Maillé, clerk, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs J.-L.-Leopold Maillé, clerk, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 10th day of May, 1917.

ZEPHIRIN GAUTHIER,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 11th May, 1917. 2396—20-5

Canada, Province of Quebec, District of Ottawa, No. 4531. Superior Court. Dame Rosalie DeRepentigny, wife common as to property of J.-Bte Larose, formerly baker, of the city of Hull, in the district of Ottawa, duly authorized to these presents, by order of a judge, plaintiff; vs Jean-Baptiste Larose, of the city of Hull, in the district of Ottawa, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the eighth day of May, 1917.

DEVLIN, STE-MARIE & DUCLOS,
Attorneys for plaintiff.

Hull, 9th May, 1917. 2388—19-5

Province of Quebec, District of Montreal, No. 4443. Superior Court. Dame Anysie Lemieux, wife common as to property of Philias Delage *alias* Lavigueur, Plaintiff; vs Philias Delage *alias* Lavigueur, trader, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 9th day of May, 1917.

J.-E.-C. BUMBRAY,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 9th May, 1917. 2390—19-5

Province of Quebec, district of Saint-Hyacinthe, No. 60. Dame Marie-Délia Gauvin, of the city of Saint-Hyacinthe, wife common as to property of Antoine Gervais, of the city of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

FONTAINE & CHAGNON,
Attorneys for plaintiff.

Saint-Hyacinthe, 27th April, 1917. 2356—19-5

Canada, province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 794. Dame Maria-Virginie-Eulalie Couture, of Quebec city, wife in common as to property of Joseph-Edmond Boivin, carpenter, of same city, duly authorised to ester in justice, plaintiff; vs the said Joseph-Edmond Boivin, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day.

LEON ROUILLARD,
Attorney for Plaintiff.

Quebec, 29th April, 1917. 2232—18-5

Province de Québec, district de Montréal, No 2840. Cour supérieure. Dame Marceline Malo, épouse de Alphonse Piquette, menuisier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Alphonse Piquette, menuisier, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 4^{ème} jour de mai 1917.

L'avocat de la demanderesse,
J.-E.-C. BUMBRAY.

Montréal, 4 mai 1917. 2391—19-2

Province de Québec, district de Montréal, No 708. Cour supérieure. Dame Noela Bonin, épouse commune en biens de Léon Daumery, demanderesse; vs Léon Daumery, défendeur, tous deux des cité et district de Montréal. Une action en séparation de biens a été intentée ce 23^{ème} jour d'avril 1917, par la demanderesse contre le défendeur.

L'avocat de la demanderesse,
2265—18-2 J.-O. LACROIX.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2391. Dame Anna Beaulieu, épouse commune en biens de Ernest Larue, serrefrein, de la cité de Montréal, dit district, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Ernest Larue, défendeur.

Une action en séparation de biens a été émanée en cette cause, le 26^{ème} jour d'avril 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
BAYARD & LANCTOT.
Montréal, 26 avril 1917. 2157—18-5

Cour supérieure, district de Chicoutimi, No 5392. Dame Claudia Laforge, épouse commune en biens de Théodule Lachapelle, forgeron, de la ville de Jonquières, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Théodule Lachapelle, défendeur;

Une action en séparation de biens a été instituée le 27 avril 1917.

Le procureur de la demanderesse,
2193—18-5 J.-C. GAGNÉ.

Cour supérieure, Québec, No 1224. Dorothy Priden, épouse commune en biens de George Trakas, dûment autorisée à ester en justice, de Québec; vs George Trakas, marchand, de la cité de Québec.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse en la présente cause le 30 avril courant.

Le procureur de la demanderesse,
C.-V. DARVEAU.
Québec, 30 avril 1917. 2229—18-5

Canada, province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2737. Dame Annie Wainstein, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Bennie Banovey, faiseur de casquettes, du même lieu, ladite Annie Wainstein étant dûment autorisée par jugement de cette cour à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs Bennie Banovey, faiseur de casquettes, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une demande en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 10 avril 1917.

Procureurs de la demanderesse,
TESSIER & RACH.
Montréal, 23 avril 1917. 2081—17-5

Province of Quebec, district of Montreal, No. 2840. Superior Court. Dame Marceline Malo, wife of Alphonse Piquette, joiner, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Alphonse Piquette, joiner, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 4th day of May, 1917.

J.-E.-C. BUMBRAY,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 4th May, 1917. 2392—19-2

Province of Quebec, district of Montreal, No. 708. Superior Court. Dame Noela Bonin, wife common as to property of Léon Daumery, plaintiff; vs Léon Daumery, defendant, both of the city and district of Montreal. An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant, this 23rd day of April 1917.

J.-O. LACROIX,
Attorney for the plaintiff.

2266—18-2

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 2391. Dame Anna Beaulieu, wife common as to property of Ernest Larue, brakeman, of the city of Montreal, said district, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Ernest Larue, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on April 26th, 1917.

BAYARD & LANCTOT,
Attorneys for the plaintiff.
Montreal, 26th April, 1917. 2158—18-5

District of Chicoutimi, Superior Court, No. 5392. Dame Claudia Laforge, wife common as to property of Théodule Lachapelle, of Jonquières, blacksmith, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Théodule Lachapelle, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 27th April, 1917.

J.-C. GAGNÉ,
Attorney for plaintiff.

219418-5

Superior Court, Quebec, No. 1224. Dorothy Priden, wife common as to property of George Trakas, duly authorized by her said husband, of Quebec, plaintiff; vs George Trakas, merchant, of the city of Quebec.

An action in separation as to property has been taken by defendant in the present case on 30th April instant.

C.-V. DARVEAU,
Attorney for Plaintiff.
Quebec, 30th April, 1917. 2230—18-5

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2737. Mrs. A. Wainstein, of the city of Montreal, wife common as to property of Bennie Banovey, cap manufacturer, of the same place, the said Annie Wainstein duly authorized by judgment of this Court to *ester en justice*, plaintiff; vs Bennie Banovey, cap manufacturer, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant.

TESSIER & RACH,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 23rd April, 1917. 2082—17-5

Actions en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 5350. Dame Blanche Presseau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Arthur Blanchette, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Arthur Blanchette, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été prise contre le défendeur, le 14 mai 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
DE LORIMIER, GODIN, MORIER &
CADOTTE.
Montréal, 16 mai 1917. 2511—21-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. No 3519. Dame Florida Emery, épouse commune en biens de Napoléon Laframboise, journalier, des cité et district de Montréal, demanderesse, a intenté, le 8 mai 1917, une action en séparation de corps et de biens contre son époux, Napoléon Laframboise, des cité et district de Montréal, défendeur.

Le procureur de la demanderesse,
VICTOR PAGER.
Montréal, 15 mai 1917. 2485—20-5

Actions for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5350. Dame Blanche Presseau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Arthur Blanchette, laborer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Arthur Blanchette, defendant.

An action for separation as to bed and board has been taken against the defendant, on the 14th day of May, 1917.

DE LORIMIER, GODIN, MORIER &
CADOTTE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 16th May, 1917. 2512—21-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No. 3519. Dame Florida Emery, wife common as to property of Napoléon Laframboise, laborer, of the city and district of Montreal, plaintiff, has, on the 8th day of May, 1917, instituted an action in separation as to bed and board against her husband, Napoléon Laframboise, laborer, of the city and district of Montreal, defendant.

VICTOR PAGER,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 15th May, 1917. 2486—20-5

Compagnies dissoutes

EN LIQUIDATION

In re: "The Hudson Bay Knitting Company".
Avis est par le présent donné que par résolution passée par les actionnaires de la compagnie ci-haut nommée, à une assemblée générale spéciale tenue le sept mai 1917, la liquidation et la dissolution de la compagnie ont été décrétées, et que M. W.-R. Moreland a été nommé liquidateur.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de mai 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2545 C.-J. SIMARD.

EN LIQUIDATION.

In re: "The Thomas Baird & Son Company".
Avis est par le présent donné que par résolution passée par les actionnaires de la compagnie ci-haut nommée, à une assemblée générale spéciale tenue le onze de mai 1917, la liquidation et la dissolution de la compagnie ont été décrétées, et que George-E. Baird a été chargé de la liquidation de la compagnie et qu'il a pris sous sa charge ses obligations.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de mai 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2547 C.-J. SIMARD.

Companies dissolved

UNDER THE WINDING-UP ACT.

In re: The Hudson Bay Knitting Company.
Notice is hereby given that by a resolution passed by the shareholders of the aforesaid company, at a special general meeting held on the seventh day of May, 1917, it was decided and resolved to voluntarily wind up and dissolve the said company, and that Mr. W.-R. Moreland was appointed liquidator.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of May, 1917.

C.-J. SIMARD,
2546 Assistant Provincial Secretary.

UNDER THE WINDING-UP ACT.

In re: The Thomas Baird & Son, Company.
Notice is hereby given that by resolution passed by the shareholders of the above-named company, at a special general meeting held on the eleventh day of May, 1917, it was decided and resolved to voluntarily wind up and dissolve the said company, and Mr. George-E. Baird was appointed liquidator, the said George-E. Baird to assume personally the liabilities of the aforesaid company.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of May, 1917.

C.-J. SIMARD,
2548 Assistant Provincial Secretary.

Compagnie nommant un nouvel agent

Company appointing a new agent

Avis est par le présent donné que la compagnie "The Ives Modern Bedstead Company, Limited", autorisée à faire des affaires dans cette province, a nommé par nouvelle procuration M. J.-D. MacBeth, de Montréal, son agent principal, avec son bureau-chef d'affaires, à Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

Québec, 19 mai 1917.

2537

Notice is hereby given that "The Ives Modern Bedstead Company, Limited" licensed to do business in this Province, has appointed by a new power of attorney, Mr. J.-D. MacBeth, of Montreal, to be its principal agent with head office at Montreal.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 19th May, 1917.

2538

En liquidation

Winding Up Act

Canada, province de Québec, district de Gaspé, comté de Gaspé, cour supérieure. *Re* William Fruing & Company, Limited, corps politique et incorporé de l'Île de Jersey, faisant affaires en Canada à Grande-Grève, dans le district de Gaspé, et ailleurs, et ayant sa principale place d'affaires en Canada à Grande-Grève, en liquidation.

Avis est par les présentes donné aux actionnaires et créanciers de ladite compagnie, que ladite compagnie a été mise en liquidation en vertu de la loi des liquidations, et qu'une assemblée desdits actionnaires et créanciers sera tenue au palais de justice de Percé, dans les comté et district de Gaspé, à dix heures de l'avant-midi, le 18 juin 1917, pour donner leur avis concernant la nomination d'un liquidateur permanent.

Le protonotaire de la cour supérieure,

ALPH. GARNEAU

Le liquidateur provisoire,

P.-M. LUCE.

Percé, 10 mai 1917.

2405—20-2

Canada, province of Quebec, district of Gaspé, superior court. *Re* William Fruing & Company, Limited, a body corporate and politic of the Island of Jersey, doing business in Canada at Grande-Grève, in the county and district of Gaspé, and elsewhere, and having its principal place of business for Canada at Grande-Grève, in liquidation.

Notice is hereby given to the shareholders and creditors of the said company that it has been put into liquidation under the Winding Up Act, and that a meeting of the shareholders and creditors will take place at the court house at Percé, in the county and district of Gaspé, at ten o'clock in the forenoon, on the eighteenth day of June, 1917, in order to give their advice concerning the appointment of a permanent liquidator.

ALPHONSE GARNEAU,

Prothonotary of the superior court.

P.-M. LUCE,

Provisional liquidator.

Percé, 10th May, 1917.

2406—20-2

Faillite

Bankruptcy

District de Saint-François. *In re*: Alphonse Laliberté, jr., Saint-Elie-d'Orford, failli.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 18 mai 1917, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du failli.

Les réclamations, dûment assermentées, doivent être produites sous trente jours de cette date.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON-E. BEGIN.

Les curateurs conjoints,

Bureau de Bélanger & Bégin,
155 rue Wellington.

Sherbrooke, Qué., 18 mai 1917.

2515

District of Saint Francis. *In re*: Alphonse Laliberté, jr., Saint-Elie-d'Orford, insolvent.

Under an order of the Court, dated the 18th May, 1917, we were appointed joint curators to the estate of the aforesaid insolvent.

All claims, duly attested, must be filed with us within thirty days from this date.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON-E. BEGIN,

Joint curators.

Office of Bélanger & Bégin,
155 Wellington street.

Sherbrooke, 18th May, 1917.

2516

Canada, province de Québec, district de Québec. No 1376. Cour supérieure. *Re*: Alyre Talbot, "Octave Brochu, enreg.", marchand de provisions, Québec, insolvable.

Avis est par le présent donné que le 18ème jour de mai 1917, nous avons été nommés curateurs en cette affaire.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit insolvable sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, dans les trente jours de cette date.

Les curateurs,

LARUE, TRUDEL & PICHER.

Bureaux: édifice "Dominion",
126 rue Saint-Pierre, Québec.

Québec, 21 mai 1917.

2551

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, No. 1376. Superior Court. *Re*: Alyre Talbot, "Octave Brochu, Regd." provisions merchant, Quebec, insolvent.

Notice is hereby given that on the 18th May, 1917, we have been appointed curators in above matter.

All parties having claims against the said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within thirty days from this date.

LARUE, TRUDEL & PICHER,

Curators.

Offices: "Dominion building".

126 Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 21st May, 1917.

2552

Province de Québec, district de Montréal.
Dans l'affaire de Ramsays, Limited (Montréal),
en liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un premier
bordereau de dividende a été préparé en cette
affaire, sujet à contestation jusqu'au 4 juin 1917.

Le liquidateur,

C.-W. BAKER

232 rue Saint-Jacques.

Montréal, 18 mai 1917.

2509

District of Quebec.

Dans l'affaire de Delle Sarah Brownrigg, mo-
diste, Québec, insolvent.

Avis est par le présent donné qu'un premier et
dernier bordereau de dividende a été préparé en
cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 31
mai courant.

Ce dividende sera payable à notre bureau le ou
après le 1er juin 1917.

Les curateurs conjoints,

BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre.

Québec, 15 mai 1917.

2541

Province de Québec, district de Montréal.
No 100. Cour supérieure. *In re*: "Eclipse
Cloak Co.", Montréal, faillie.

Avis est donné que le 18 mai 1917, par ordre
de la cour supérieure, nous avons été nommés
curateurs à la succession du sus-nommé qui a fait
cession judiciaire de tous ses biens et effets au
bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, assermentées, doivent être
produites à notre bureau sous un mois de cette
date.

Les curateurs,

F.-R. VINET,

P.-H. DUFRESNE.

Bâtisse Banque Nationale,

99 rue Saint-Jacques,

Montréal, 26 mai 1917.

2553

Province de Québec, district de Montréal, cour
supérieure, No 226. *In re*: Contant, Monette
& Pion, ltée, Montréal, en liquidation.

Un 2ième et dernier bordereau de dividende
a été préparé et sera payable à notre bureau
le ou après le 11 juin 1917.

Toute contestation de tel dividende doit être
déposée entre nos mains avant la date ci-haut
mentionnée.

Les liquidateurs,

F.-R. VINET,

P.-H. DUFRESNE.

Bâtisse Banque Nationale,

99 rue Saint-Jacques.

Montréal, 26 mai 1917.

2555

Province de Québec, district de Montréal, cour
supérieure, No 57. *In re*: J. Simoneau, Mont-
réal, failli.

Un 1er et dernier bordereau de dividende a
été préparé et sera payable à notre bureau le
ou après le 11 juin 1917.

Toute contestation de tel dividende doit être
déposée entre nos mains avant la date ci-haut
mentionnée.

Les curateurs,

F.-R. VINET,

P.-H. DUFRESNE.

Bâtisse Banque Nationale,

99 rue Saint-Jacques.

Montréal, 26 mai 1917.

2557

Province of Quebec, district of Montreal. In
the matter of Ramsays Limited (Montreal), in
liquidation.

Notice is hereby given that a first dividend
sheet has been prepared in this matter, open to
objection until the 4th day of June, 1917.

C.-W. BAKER,

Liquidator.

232 Saint James street.

Montreal, 18th May, 1917.

2510

District of Quebec.

In the matter of Miss Sarah Brownrigg,
milliner, Quebec, insolvent.

Notice is hereby given that a first and final
dividend sheet has been prepared in this matter
and will be open to objection until May 31st, 1917.

This dividend will be payable at our office on or
after the 1st of June, 1917.

BEDARD & BELANGER,

Joint curators.

Office: 101 Saint Peter street.

Quebec, 15th May, 1917.

2542

Province of Quebec, district of Montreal.
No. 100. Superior Court. *In re*: Eclipse
Cloak Co., Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that on the 18th May,
1917, by order of the Court, we were appointed
curators to the estate of the above named who
has made a judicial abandonment of his assets
for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office
within one month.

F.-R. VINET,

P.-H. DUFRESNE,

Curators.

Banque Nationale building,

99 Saint James street.

Montreal, 26th May, 1917.

2554

Province of Quebec, district of Montreal,
Superior Court, No. 226. *In re*: Contant,
Monette & Pion, Ltd., Montreal, in liquidation.

A 2nd and final dividend has been prepared
and will be payable at our office on or after 11th
June, 1917.

Any contestation of such dividend must be
deposited with us before the date above men-
tioned.

F.-R. VINET,

P.-H. DUFRESNE,

Liquidators.

Banque Nationale building,

99 Saint James street.

Montreal, 26th May, 1917.

2556

Province of Quebec, district of Montreal,
Superior Court, No. 57. *In re*: J. Simoneau,
Montreal, insolvent.

A 1st and final dividend has been prepared and
will be payable at our office on or after 11th
June, 1917.

Any contestation of such dividend must be
deposited with us before the date above men-
tioned.

F.-R. VINET,

P.-H. DUFRESNE,

Curators.

Banque Nationale building,

99 Saint James street.

Montreal, 26th May, 1917.

2558

Re: Georges Côté, de La Tuque, Qué., marchand, insolvable.

Avis est par le présent donné que ledit insolvable a fait cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers le 23 mai 1917, et les soussignés ont été nommés gardiens provisoires.

Les gardiens-provisoires,
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne,
(Edifice Bossé), Québec.
Québec, 23 mai 1917.

2593

Province de Québec, district de Chicoutimi. No 4700. Cour supérieure. Dans l'affaire de Joseph Gaudreau, de la ville de Chicoutimi, marchand, débiteur insolvable, et J.-A. Grégoire, créancier requérant cession.

Avis est par les présentes donné que ledit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure, pour le district de Chicoutimi.

Le gardien provisoire,
L.-A. VEZINA.

Chicoutimi, 22 mai 1917.

2597

Canada, province de Québec, district de Chicoutimi, cour supérieure. *In re: A.-C. Martel, marchand, Grande-Baie.*

Ledit A.-C. Martel a, le 23 mai 1917, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Chicoutimi, conformément à la loi.

Le gardien provisoire,
J.-P.-E. GAGNON,

Bureau: 44-46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 24 mai 1917.

2599

Re: Georges Côté, La Tuque, Que., merchant, insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors on 23rd May, 1917, and the undersigned have been appointed provisional guardians.

LEFAIVRE & GAGNON,
Provisional guardians.

Offices: 147 Mountain Hill,
(Bossé Building), Quebec.
Quebec, 23rd May, 1917.

2594

Province of Quebec, district of Chicoutimi. No. 4700. Superior Court. In the matter of Joseph Gaudreau, of the town of Chicoutimi, merchant, debtor insolvent; and J.-A. Grégoire, creditor, petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has made, this day, a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors at the office of the prothonotary of the Superior Court for the district of Chicoutimi.

L.-A. VEZINA,
Provisional guardian.

Chicoutimi, 22nd May, 1917.

2598

Canada, province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court. *In re: A.-C. Martel, marchand, Grande-Baie.*

The said A.-C. Martel, has, on the 23rd day of May, 1917, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors at the prothonotary's office of the Superior Court for the district of Chicoutimi, according to law.

J.-P.-E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office: 44-46 Dalhousie street.
Richelieu & Ont. Nav. Building.
Quebec, 24th May, 1917.

2600

Ordre de la cour

Province de Québec, district d'Iberville, No 181. Cour supérieure. Pierre Gosselin, demandeur; vs Gustave-Oswald Ste-Marie *et al*, défendeurs; et Esdras-A. Goyette, tiers-saisi, et Pierre Gosselin, entrepreneur de pompes funèbres, de la ville et du district d'Iberville, le demandeur requérant.

Le quatorzième jour de mai mil neuf cent dix-sept.

Sur ordre de l'honorable juge D. Monet, donné ce jour, vu l'allégation de déconfiture de la succession de feu Dame Eva Macdonald, dont les défendeurs sont les héritiers bénéficiaires, les créanciers de ladite succession de feu Dame Eva Macdonald, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour ce district, à Saint-Jean, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

ALPHONSE MORIN,

2493—20-2

P. C. S.

Order of the Court

Province of Quebec, district of Iberville, No. 181. Superior Court. Pierre Gosselin, plaintiff; vs Gustave-Oswald Ste-Marie *et al*, defendants, and Esdras A. Goyette, garnishee, and Pierre Gosselin, funeral contractor, of the town and district of Iberville, the plaintiff, petitioner.

The fourteenth day of May, one thousand nine hundred and seventeen.

By an order of the Honourable Justice D. Monet, given to-day, seeing the allegation of insolvency of the estate of late Dame Eva Macdonald, of whom the defendants are the beneficiary heirs, the creditors of the said estate of late Dame Eva Macdonald, who have not yet filed their claims, are now called upon to file same in this cause at the office of the prothonotary of the Superior Court for this district, at Saint Johns, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, in conformity with articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

ALPHONSE MORIN,

2494—20-2

P. S. C.

Vente par Encaen

Avis est par le présent donné au public que, sous l'autorité de la loi des chemins de fer du Canada, la compagnie de messageries "Dominion" vendra à l'enchère publique, en la cité de Montréal, dans la province de Québec, MARDI, le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN 1917, toutes les consignations non réclamées détenues antérieurement au 1er juin 1916, dans les bureaux de la division atlantique.

Le président et gérant-général,
2207—18-6 W.-S. STOUT.

Auction Sale

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on TUESDAY, the NINETEENTH day of JUNE, 1917, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to 1st June, 1916, at Offices in the Atlantic Division.

W.-S. STOUT,
2208—18-6 President and General Manager.

Ventes par Licitation

Avis est par le présent donné que dans la cause No 5077, des dossiers de la cour supérieure du district de Montréal, province de Québec, dans laquelle Delle Elizabeth-Gertrude Gray, de la cité de Montréal, fille majeure, commis, est demanderesse; et Dame Barbara-Ann Gray, épouse commune en biens de James Sutherland, et ledit James Sutherland tant personnellement que pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes; Dame Sarah Gray, du même lieu, veuve de feu James Harvey, en son vivant du même lieu; Dame Harriett Gray (décédée), de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, épouse de feu John Smith, en son vivant du même lieu, Henry Gray, sr, de Hudson Heights, dans la province de Québec; Robert-Mortimer Gray, de Antigonish, dans la province de la Nouvelle-Ecosse, tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, Dame Nettie Ryan, aux fins des présentes, et ladite Dame Nettie Ryan, épouse commune en biens dudit Robert-Mortimer Gray, et dûment autorisée comme susdit; Dame Alice Nuttall, épouse commune en biens de Robert Harvey, du village de Saint-Eugène, dans la province d'Ontario, et ledit Robert Harvey, tant personnellement que pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes; William Nuttall, de Prescott, dans la province d'Ontario; Dame Agnès-Gordon McConachy, épouse commune en biens de Gordon Harvey, de la cité de Montréal, et ledit Gordon Harvey tant personnellement que pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes; Delle Alma McConachy, du même lieu, fille majeure et usant de ses droits; Dame Alice Gray, épouse commune en biens de Joseph Blankenship, du village de Hudson, dans la province de Québec, et ledit Joseph Blankenship tant personnellement que pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes; Dame Annie Gray, épouse commune en biens d'Albert Cavill, de ville Saint-Pierre, dans la province de Québec, et ledit Albert Cavill tant personnellement que pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes; Alexander Gray, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, tant personnellement que pour autoriser sadite épouse; Dame Bertha Lancaster, épouse commune en biens dudit Alexander Gray, et ladite Dame Bertha Lancaster, épouse commune en biens dudit Alexander Gray, dûment autorisée comme susdit; Norman Gray, de ville St-Pierre, dans la province de Québec; Gordon Gray, du même lieu, tant personnellement que pour autoriser son épouse, Dame Lizzie McClure, aux fins des présentes, et ladite Dame Lizzie McClure, épouse commune en biens dudit Gordon Gray et dûment autorisée comme susdit; Henry Gray, jr, de Hudson Heights, dans la province de Québec; James Gray, de Dragon, dite

Sales by Licitation

Notice is hereby given that in case No. 5077, of the records of the Superior Court, in the district of Montreal, Province of Quebec, wherein Delle Elizabeth-Gertrude Gray, of the city of Montreal, spinster, clerk, is plaintiff; and Dame Barbara-Ann Gray, wife common as to property of James Sutherland, and the said James Sutherland as well personally as to authorize his said wife for the purpose of these presents; Dame Sarah Gray, of the same place, widow of the late James Harvey, in his lifetime of the same place; Dame Harriett Gray (deceased), of the city of Ottawa, in the province of Ontario, widow of the late John Smith, in his lifetime of the same place; Henry Gray, sr., of Hudson Heights, in the province of Quebec; Robert-Mortimer Gray, of Antigonish, in the province of Nova Scotia, as well personally as to authorize his wife, Dame Nettie Ryan, for the purpose of these presents, and the said Dame Nettie Ryan, wife common as to property of the said Robert-Mortimer Gray, and duly authorized as aforesaid; Dame Alice Nuttall, wife common as to property of Robert Harvey, of the village of Saint Eugène, in the province of Ontario, and the said Robert Harvey, as well personally as to authorize his said wife for the purpose of these presents; William Nuttall, of Prescott, in the province of Ontario; Dame Agnes-Gordon McConachy, wife common as to property of Gordon Harvey, of the city of Montreal, and the said Gordon Harvey as well personally as to authorize his said wife for the purpose of these presents; Delle Alma McConachy, of the same place, *fille majeure et usant de ses droits*; Dame Alice Gray, wife common as to property of Joseph Blankenship, of the village of Hudson, in the province of Quebec, and the said Joseph Blankenship as well personally as to authorize his said wife for the purpose of these presents; Dame Annie Gray, wife common as to property of Albert Cavill, of Villa Saint Pierre, in the province of Quebec, and the said Albert Cavill as well personally as to authorize his said wife for the purpose of these presents; Alexander Gray, of the city of Toronto, in the province of Ontario, as well personally as to authorize his wife; Dame Bertha Lancaster, wife common as to property of said Alexander Gray, and the said Dame Bertha Lancaster, wife common as to property of said Alexander Gray, and duly authorized as aforesaid; Norman Gray, of Ville Saint Pierre, in the province of Quebec; Gordon Gray, of the same place, as well personally as to authorize his wife, Dame Lizzie McClure, for the purpose of these presents, and the said Dame Lizzie McClure, wife common as to

province de Québec, tant personnellement que pour autoriser son épouse, Dame Anna St. Amant, et ladite Dame Anna St. Amant, épouse commune en biens dudit James Gray et dûment autorisée comme susdit; Lorne Gray, de Hudson Heights susdit, et John Gray, de la cité de Montréal, dans la province de Québec, sont défendeurs, et Arthur-Henry Smith, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, et Delle Harriet-Louisa Smith, fille majeure, du même lieu, sont défendeurs en reprise d'instance, on vendra les propriétés ci-après mentionnées à l'enchère publique, par adjudication au plus haut et dernier enchérisseur, cour tenante, au palais de justice, en la cité de Montréal, province de Québec, le 3 juillet 1917, à 10.30 de l'avant-midi, dans la cour susdite.

Que les propriétés suivantes seront vendues en trois lots, à savoir:

a. Lot 1977: "Borné vers le nord-est par la rivière Ottawa, vers le sud-ouest par le No 1978, vers le sud-est par le No 1975, et vers le nord-ouest par le No 1979, mesurant en front trois arpents sur vingt arpents de profondeur, contenant en superficie soixante arpents (60.0.0)".

A distraire dudit lot la partie d'icelui que possède Henry Gray, large d'un demi-arpent sur toute la profondeur du lot depuis le chemin public jusqu'à la rivière Ottawa, le lot No 1975 sis à l'est.

b. Lot 1980: "Borné vers le nord-est par la rivière Ottawa, vers le sud-ouest par le No 1981, vers le sud-est par le No 1979, et vers le nord-ouest par le No 1982, mesurant en front un arpent, cinq perches sur vingt arpents de profondeur, contenant en superficie trente arpents (30.0.0)".

c. Lot 2034: "De figure irrégulière; borné vers le sud-est par un chemin public, vers le nord-ouest par le No 2009, vers le sud-ouest par le No 2033, et vers le nord-est par le No 2035, contenant en superficie soixante-huit arpents, quatre-vingt-cinq perches (68.85.0)"; et

Lot 2035: "De figure irrégulière; borné vers le sud-est par un chemin, vers le nord-ouest par le No 2009, vers le sud-ouest par le No 2034, vers le nord-est par le No 2036; contenant en superficie soixante-dix arpents, trente-cinq perches (70.35.0)".

Les lots ci-dessus mentionnés sont sur les plan et livre de référence de la paroisse de Saint-Michel, dans le comté de Vaudreuil.

Le tout sujet aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Montréal, et avis est par le présent donné que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire doit être produite au bureau du protonotaire de la cour supérieure au moins douze (12) jours avant le jour fixé pour la vente et l'adjudication, et que toute opposition à fin de conserver doit être déposée dans les six (6) jours après l'adjudication, et qu'à défaut par les parties de faire lesdites oppositions dans les délais ci-haut impartis, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les procureurs des défenderesses Dame Barbara-Ann Gray; Dame Sarah Gray; Dame Alice Blankenship, épouse commune en biens de Joseph Blankenship, et dudit Joseph Blankenship,

CLAXTON & KER.

Montréal, 26 mai 1917.

2517—21-2

Les avis donnés les 21 et 28 avril 1917, sont nuls.

property of said Gordon Gray, and duly authorized as aforesaid; Henry Gray, jr., of Hudson Heights, in the province of Quebec; James Gray, of Dragon, said province of Quebec, as well personally as to authorize his wife, Dame Anna St-Amant, and the said Dame Anna St-Amant, wife common as to property of said James Gray, and duly authorized as aforesaid; Lorne Gray, of Hudson Heights aforesaid, and John Gray, of the city of Montreal, in the province of Quebec, Defendants, and Arthur-Henry Smith, of the city of Ottawa, province of Ontario, and Delle Harriet-Louisa Smith, spinster, of the same place, are defendants *en reprise d'instance*, there shall be sold the properties hereinafter set out at public auction and adjudged to the last and highest bidder, at the session of the Court House, in the city of Montreal, province of Quebec, on the 3rd July, 1917, at 10.30 of the clock in the forenoon in above Court.

That the following properties shall be sold in three lots, to wit:

a. Lot 1977: "Bounded northeasterly by the Ottawa river, south westerly by No. 1978, south easterly by No. 1975, and north westerly by No. 1979, measuring three arpents in front by twenty arpents in depth, and sixty arpents (60.0.0) in area."

To be deducted from the said lot part of it owned by Henry Gray, of one half an arpent in width upon the whole depth that there is in the lot from the public road to the Ottawa river, and having on its east lot No. 1975.

b. Lot 1980: "Bounded to the north east by the Ottawa river, to the south west by No. 1981, to the south east by No. 1979, and to the north west by No. 1982, measuring one arpent, five rods by twenty arpents in depth, containing in area thirty arpents (30.0.0)".

c. Lot 2034: "Of irregular outline; bounded to the south east by a public road, to the north west by No. 2009, to the south west by No. 2033, and to the north east by No. 2035, containing in area sixty eight arpents, eighty five perches (68.85.0)".

Lot 2035: "Of irregular outline; bounded to the south east by a road, to the north west by No. 2009, to the south west by No. 2034, to the north east by No. 2036; containing in area seventy arpents, thirty five perches (70.35.0)".

The lots above mentioned are on the plan and book of reference of the parish of Saint-Michel, in the county of Vaudreuil.

The whole subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the Superior Court, Montreal, and notice is hereby given that every opposition to annul or to secure charges or to withdraw must be deposited in the office of the prothonotary of the Superior Court at least twelve (12) days before the day fixed for the sale and adjudication, and that every opposition *à fin de conserver* must be deposited within six (6) days after the adjudication, and that in default by the parties to make the said oppositions in the delays above described, they become foreclosed from so doing.

CLAXTON & KER,

Attorneys for defendants Dame Barbara-Ann Gray; Dame Sarah Gray; Dame Alice Blankenship, wife common as to property of Joseph Blankenship, and of said Joseph Blankenship.

Montreal, 26th May, 1917.

2518—21-2

The notices given in the *Official Gazette* of April 21st and 28th, 1917, are null.

Province de Québec, district de Montréal, No 1436. Moïse Girouard, demandeur; vs Dame Céline Girouard *et al*, défendeurs.

Avis public est par les présentes donné que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 22 mai 1917, dans une cause dans laquelle Moïse Girouard, bourgeois, des cité et district de Montréal, est demandeur; et Céline Girouard, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, veuve de feu Téléphore Rochon; Amanda Girouard, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, épouse de Léopold Desrosiers, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins de la dite action; Joseph-Noé Girouard, de la paroisse de Saint-Martin, district de Montréal; Léa Girouard, des cité et district de Montréal, épouse de Ferdinand St-Vincent, du même lieu, et ledit Ferdinand St-Vincent pour autoriser son épouse aux fins de ladite action, et Ephrem Renaud, des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

1. Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Dominique, en la cité de Montréal, et comprenant deux lots de terre connus et désignés par les numéros deux cent soixante-et-dix-neuf et deux cent quatre-vingts (279 et 280), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, comté d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus érigées.

2. Un emplacement ayant front sur l'avenue Colonial, en la cité de Montréal, et comprenant le lot de terre connu et désigné par le numéro deux cent quatre-vingt-onze (291), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, comté d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus érigées.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le 27 juin 1917, cour tenante, dans la salle d'audience, division de pratique, du palais de justice de Montréal, à DIX heures et DEMIE du matin, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et l'adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les avocats du demandeur,

MONTY & DURANLEAU.

Montréal, 26 mai 1917.

2549—21-2

Province de Québec, district de Montréal. No 3773. Cour supérieure.

John-W. Riordan, demandeur; vs Edward J. Riordan *et al*, défendeurs.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 23 janvier 1917, dans une cause dans laquelle John-W. Riordan, des cité et district de Montréal, entrepreneur, est demandeur; et Edward J. Riordan, des cité et district de Montréal; Dame Margaret Riordan, du même lieu, veuve de feu Frank Launderman, en son vivant de Montréal, agent d'immeuble; Michael-Patrick Riordan et Denis Riordan, ces deux derniers de lieux inconnus, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles décrits comme suit, à savoir: Un lot de terre ayant front sur la rue Champlain, dans le

Province of Quebec, district of Montreal, No. 1436. Moïse Girouard, plaintiff; vs Mrs. Céline Girouard *et al*, defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 22nd day of May, 1917, in a cause wherein Moïse Girouard, gentleman, of the city and district of Montreal, is plaintiff; and Céline Girouard, of the city of Ottawa, province of Ontario, widow of late Téléphore Rochon; Amanda Girouard, of the town of Maisonneuve, district of Montreal, wife of Léopold Desrosiers, of the same place, and the latter to authorize his wife to the said action; Joseph-Noé Girouard, of the parish of Saint Martin, district of Montreal; Léa Girouard, of the city and district of Montreal, wife of Ferdinand St-Vincent, of the same place, and the said Ferdinand St-Vincent to authorize his wife to the said action, and Ephrem Renaud, of the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit:

1. An emplacement fronting on Saint-Dominique street, in the city of Montreal and comprising two lots of land known and designated by numbers two hundred and seventy-nine and two hundred and eighty (279 and 280), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste, Hochelaga county—with buildings thereon erected.

2. An emplacement fronting on Colonial Avenue, in the city of Montreal, and comprising one lot of land known and designated by number two hundred and ninety one, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste, Hochelaga county—with buildings thereon erected.

The above described properties will be put at auction and adjudged to the highest and last bidder on the 27th day of June 1917, sitting the Court, in the Court Room, Practice Division, of the Court House of Montreal, at 10.30 o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed at the office of the prothonotary of the said court at last twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition of payment must be filed within six days after adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed of the right to do so.

MONTY & DURANLEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 26th May, 1917.

2550—21-2

Province of Quebec, district of Montreal. No. 3773. Superior Court.

John-W. Riordan, plaintiff; vs Edward J. Riordan *et al*, defendants.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 23rd January, 1917, in a cause in which John-W. Riordan, of the city and district of Montreal, contractor, is plaintiff; and Edward J. Riordan, of the city and district of Montreal; Dame Margaret Riordan, of the same place, widow of the late Frank Launderman, in his lifetime of Montreal, real estate agent; Michael-Patrick Riordan and Denis Riordan, both the latter being of parts unknown, are defendants, ordering the licitation of the immoveables described as follows, to wit: A lot of land fronting on Cham-

quartier Sainte-Marie, de la cité et du district de Montréal, mesurant 50 pieds de largeur par 104 pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, connu et désigné sous le No 248, des plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Sainte-Marie—avec les bâties dessus construites.

Lesdits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus haut et dernier enchérisseur, devant la cour supérieure, cour tenante, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN 1917, au palais de justice, en la cité de Montréal, sujets aux conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de cette cour, et toutes les oppositions à la vente, à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire, doivent être produites au moins 12 jours avant le jour ci-haut mentionné pour la vente; et toutes les oppositions à fin de conserver doivent être produites dans un délai de 6 jours après l'adjudication, sous peine de forclusion.

Les procureurs du demandeur,
WALSH & WALSH.
Montréal, 22 mai 1917. 2559—21-2

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 1847. Demoiselle Marie-Reine Dumont, demanderesse; vs Joseph-Lucien Dumont *et al*, défendeurs.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le quatorzième jour de mai mil neuf cent dix-sept, dans une cause dans laquelle Melle Marie-Reine Dumont, fille majeure et usant de ses droits, de la cité et du district de Montréal, est demanderesse; et Joseph-Lucien Dumont, de la cité et du district de Montréal, et Emile-Albert Dumont, ci-devant de Charlottetown, dans l'île du Prince-Edouard, et maintenant de Moncton, dans la province du Nouveau-Brunswick, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

a. Un lot de terre situé à Montréal, à Youville, connu et désigné sous le numéro sept cent trente-neuf de la subdivision du lot numéro deux cent quatre-vingt-sept, (287-739), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant trente-sept pieds de largeur par cent treize pieds et sept pouces de profondeur dans la ligne nord-est, et cent sept pieds et huit pouces dans la ligne sud-ouest, le tout mesure anglaise, et plus ou moins — avec bâties dessus érigées, portant les numéros civiques 3814 et 3816 de la rue Saint-Denis, et 1081 et 1083 du boulevard Crémazie (ancien chemin Saint-Laurent), le front de ladite propriété étant sur le boulevard Crémazie.

b. Un autre lot de terre situé à Montréal, rue Valmont, quartier Bordeaux, connu et désigné sous le numéro cent neuf, de la subdivision du lot numéro trois cent vingt-trois (323-109), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec bâties dessus érigées portant le numéro civique 6255 de la rue Valmont.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGTIEME jour de JUIN prochain (1917), cour tenante, dans la salle d'audience, division de pratique, du palais de justice, à Montréal, à 10½ heures du matin, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge et à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze

plainstreet, in the Sainte-Mary's, ward of the city and district of Montreal, containing 50 feet in width by 104 feet in depth, english measure, and more or less, known and designated under No. 248, on the official plan and in the book of reference of the said Saint Mary's ward—with the buildings thereon erected.

The said immoveables shall be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder at the sitting of the Superior Court, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE, 1917, at the Court House, in the city of Montreal, subject to the conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the prothonotary of this Court, and that all oppositions to the sale, *à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire*, must be filed at least 12 days before the above mentioned day fixed for the sale; and that all oppositions for payment must be filed within 6 days after the adjudication, on pain of being foreclosed.

WALSH & WALSH,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 22nd May, 1917. 2560—21-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1847. Miss Marie-Reine Dumont, plaintiff; vs Joseph-Lucien Dumont *et al*, defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the fourteenth day of May one thousand nine hundred and seventeen, in a cause wherein Miss Marie-Reine Dumont, spinster in full enjoyment of her civil rights, of the city and district of Montreal, as plaintiff, and Joseph-Lucien Dumont, of the city and district of Montreal, and Emile-Albert Dumont, heretofore of Charlottetown, in Prince Edward Island, and now of Moncton, in the province of New Brunswick, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit:

a. A lot of land situated in Montreal, at Youville, known and designated under number seven hundred and thirty nine of the subdivision of lot number two hundred and eighty seven (No. 287-739) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, measuring thirty seven feet in width by one hundred and thirteen feet and seven inches in depth in the north eastern line, and one hundred and seven feet and eight inches in the south western line, whole english measure, and more or less—with buildings thereon erected, bearing civic numbers 3814 and 3816 of Saint Denis street, and 1081 and 1083 of Boulevard Crémazie, (old Saint Laurent road), the frontage of said property being on the Boulevard Crémazie.

b. Another lot of land, situated in Montreal, on Valmont street, Bordeaux ward, known and designated under number one hundred and nine of the subdivision lot number three hundred and twenty three (No. 323-109), on the official plan and book of reference of the village of Sault-au-Récollet—with buildings thereon erected, bearing civic number 6255 of said Valmont street.

The above described properties will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTIETH day of the month of JUNE next (1917), sitting the court, in the Court Room, Practice Division, of the Court House of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed on the office of the prothonotary of the said court at

jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer ladite opposition dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les procureurs de la demanderesse,

H. PELLETIER & CLOUTIER.

Montréal, 16 mai 1917.

2495—20-2

least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition of payment must be filed within six days after adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed of the right of so doing.

H. PELLETIER & CLOUTIER,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 16th May, 1917.

2496—20-2

Vente pour taxes municipales.

PROVINCE DE QUÉBEC

VILLE DE MEGANTIC

Avis public est par les présentes donné, par DeLourdes Lippé, greffier de la ville de Mégantic, que les terrains ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'hôtel de ville, dans la ville de Mégantic, LUNDI, le QUATRIÈME jour du mois de JUIN prochain 1917, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales, scolaires et autres charges dues à la ville de Mégantic, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, avant la vente.

Sale for municipal taxes

PROVINCE OF QUEBEC.

TOWN OF MEGANTIC.

Public notice is hereby given by DeLourdes Lippé, clerk of the town of Mégantic, that the lands hereinafter designated will be sold by public auction, in the town hall, in the town of Mégantic, MONDAY, the FOURTH day of the month of JUNE next, 1917, at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school taxes and other charges due to the town of Mégantic, unless the same be paid, with costs, before the sale.

Propriétaires — Owners	No du cadastre Village de Mégantic — Cadastral No. Village of Megantic	Taxes municipales — Municipal taxes	Taxes scolaires — School taxes	Autres charges — Other charges	Total
Nap. Bégin.....	2356-22	\$ 2.88	\$.77	\$.84	\$ 4.49
Jos. Bernier.....	2356-3 & 2356-21	3.61	2.84	1.68	8.14
Mde-Mrs. Jean Bernier....	2356-5	11.03	4.31	.84	16.18
George Therrien.....	2356-7	2.88	1.36	.84	5.08
Joseph Michaud.....	2356-15	12.70	1.92	.84	15.46

Village d'Agnès, canton de Spalding.—Agnes village, township of Spalding.

Louis Garant.....	90	4.55	11.60		16.15
Christie-A. Lee.....	99 & 100	9.73	1.40		11.13

Donné à la ville de Mégantic, ce douzième jour du mois de mai mil neuf cent dix-sept.

Le greffier,

D.-L. LIPPÉ.

2449—20-2

Given at the town of Megantic, this twelfth day of the month of May, one thousand nine hundred and seventeen.

D.-L. LIPPÉ,

Clerk.

2450—20-2

ERRATUM

Le nom de M. Michaud a été omis dans la première publication de cet avis. Ce nom doit être considéré comme ayant paru les deux fois.

ERRATUM

The name of Mr. Michaud has been omitted in the first publication of this notice. This name should be considered as having been published twice.

VENTES PAR LES SHÉRIFS ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } N. GARCEAU ET AL,
No 53. } demandeurs ;
contre DAME ALPHONSINE BLANCHETTE,
défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

Une terre étant la partie nord-ouest du lot No 1 du quatrième rang du canton de Grantham, maintenant connue et désignée comme étant la partie nord-ouest du lot No 305, des plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham, comté de Drummond—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées, contenant deux arpents et demi environ de front sur la profondeur du lot; bornée des deux bouts au cordon des rangs, du côté nord-ouest par Olivier Blanchette, et du côté sud-est par le même Olivier Blanchette.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Frédéric-de-Drummondville (Drummondville), le HUITIEME jour de JUIN prochain (1917), à DEUX heures de l'après-midi.

Le député shérif,

EDOUARD LEBLANC.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 1er mai 1917. 2235—18-2
[Première publication, 5 mai 1917.]

SHERIFFS' SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } N. GARCEAU ET AL,
No. 53. } plaintiff; against
DAME ALPHONSINE BLANCHETTE, de-
fendant.

As belonging to the defendant:

A land being the North west part of lot No. 1 of the fourth range of the township of Grantham, now known and designated as being the north west part of lot No. 305 of the official plan and book of reference of the township of Grantham, county of Drummond—with a house and other buildings thereon erected, containing about two acres and a half upon the depth of the lot, bounded on both ends by the concession line of the ranges, on the north west and south east sides by Olivier Blanchette.

To be sold at the parochial church door of Saint-Frédéric-de-Drummondville (Drummondville), on the EIGHTH day of JUNE next (1917), at TWO o'clock in the afternoon.

EDOUARD LEBLANC,

Deputy Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 1st May, 1917. 2236—18-2
[First publication, 5th May, 1917.]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Iberville.
Saint-Jean, à savoir: } WALTER-ALEX-
No 163. } ANDERSTUART,
demandeur; contre DAME MARIE GIRARD,
du village de Napierville, district d'Iberville,
épouse de feu Alexis Senesac, fils, personnellement
et en sa qualité de tutrice à Léopold Senesac, son
enfant.

Un emplacement situé sur la rue Saint-Louis, dans le village de Napierville, dans le district d'Iberville, contenant cinquante perches en superficie, plus ou moins—avec une maison, grange et autres bâtisses y érigées, connu audit cadastre officiel sous le numéro neuf (9).

Un autre emplacement situé sur la même rue, contenant un arpent et deux perches en superficie, plus ou moins—avec une maison et autres bâtisses y érigées, connu au cadastre officiel susdit sous les numéros quatorze et quinze (14 et 15).

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyprien, district d'Iberville, le SIXIEME jour de JUIN prochain (1917), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
ARTHUR LASNIER.

Bureau du shérif.

Saint-Jean, 3 mai 1917. 2233—18-2
[Première publication, 5 mai 1917.]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior court.—District of Iberville.
Saint John, to wit: } WALTER-ALEXAN-
No. 163. } DER STUART,
plaintiff; against DAME MARIE GIRARD, of
the village of Napierville, district of Iberville,
wife of the late Alexis Senesac, son, personally
and in her es-quality of tutrice to her son, Léopold
Senesac.

One emplacement situate on Saint Louis street, in the village of Napierville, in the district of Iberville, containing fifty perches in superficies, more or less—with a house, barn and others buildings thereon erected, known on said official cadaster under number nine (9).

Another emplacement situate in the same street, containing one arpent and two perches in superficies, more or less—with a house and other buildings thereon erected, known to the official cadaster aforesaid under numbers fourteen and fifteen (14 and 15).

To be sold at the church door of the parish of Saint Cyprien, district of Iberville, on the SIXTH day of JUNE, next (1917), at ELEVEN of the clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,
Sheriff.

Sheriff's office.

Saint Johns, 3rd May, 1917. 2234—18-2
[First publication, 5th May, 1917.]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir: } **C** HARLES CASTON-
No 6050. } **G** UAY, deman-
deur; contre ALFRED CIMON, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un lot de terre numéro quarante-six (No 46), du troisième rang du canton Demers, maintenant connu et désigné au cadastre officiel de Témiscouata, pour ledit canton Demers, sous les numéros quarante-six A et quarante-six B (No 46a et 46b), du troisième rang du canton précité—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hubert, le SIXIEME jour de JUIN prochain 1917, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

J.-O. GIRARD.

Bureau du shérif,

Fraserville, 30 avril 1917.

2197—18-2

[Première publication, 5 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir: } **A** RSENE DUBE, de-
No 4465. } **M** andeur; contre
LEON MASSE ET AL, défendeurs.

Comme appartenant au défendeur:

Un terrain ou emplacement connu et désigné au cadastre officiel de Témiscouata, pour le canton Demers, sous le numéro quarante-six B (No 46b), deuxième rang dudit canton Demers; borné au nord par le chemin Taché, et au sud par le fronteau entre le deuxième et le troisième rang dudit canton précité—avec un moulin à scie dessus construit, avec engin, bouilloire, machineries et accessoires complets attachés et attenants audit moulin à scie dont ils font partie, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hubert, le SIXIEME jour de JUIN prochain 1917, à MIDI.

Le shérif,

J.-O. GIRARD.

Bureau du shérif,

Fraserville, 1er mai 1917.

2199—18-2

[Première publication, 5 mai 1917.]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit: } **C** HARLES CASTON-
No. 6050. } **G** UAY, Plaintiff;
against ALFRED CIMON, defendant.

As belonging to the defendant:

That certain lot of land being number forty six (No. 46), of the third range of the township of Demers, now known and designated on the official cadastre of Témiscouata, for said township of Demers, under the numbers forty six A and forty six B (Nos. 46a and 46b), of the third range of the aforesaid township—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Hubert, on the SIXTH day of JUNE next, 1917, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J.-O. GIRARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Fraserville, 30th April, 1917.

2198—18-2

[First publication, 5th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit: } **A** RSENE DUBE, plain-
No. 4465. } **M** tiff; against LEON
MASSE ET AL, defendants.

As belonging to the defendant:

That certain lot of land or emplacement known and designated on the official cadastre of Témiscouata, for the township of Demers, under the number forty six B (No. 46b), second range of said township of Demers; bounded on the north by Taché road, and on the south by the range line between the second and third range of the aforesaid township—with a saw-mill thereon erected and the engine, boiler, machinery, complete accessories attached and appertaining to said saw-mill and being part thereof, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Hubert, on the SIXTH day of JUNE next, 1917, at TWELVE o'clock NOON.

J.-O. GIRARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Fraserville, 1st May, 1917.

2200—18-2

[First publication, 5th May, 1917.]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **M** TRES SMITH ET AL,
No 1070. } **A** vocats distrayants

pour frais dans une cause dans laquelle James Carruthers Company, limited, corporation légale, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans la cité et le district de Montréal, était demanderesse; et E.-A. SCHMIDT, défendeur.

Saisie comme appartenant audit défendeur:

La moitié indivise d'un emplacement situé dans la ville de Saint-Lambert, dans le district de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-cinq (185), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, de forme irrégulière; borné en front, au nord-est, par le chemin

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **M** TRES SMITH ET AL,
No. 1070. } **A** dvocates distract-

ing for costs in a certain cause wherein James Carruthers Company, Limited, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, was plaintiff; and E.-A. SCHMIDT, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The undivided half in that certain emplacement situate in the town of Saint Lambert, in the district of Montreal, known and designated as lot number one hundred and eighty five (185), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil, of irregular figure; bounded in front, to the north

de la montée Tiffin; en arrière, au sud-ouest, et d'un côté, au nord-ouest, par le lot officiel numéro cent soixante et un (161), et de l'autre côté, au sud-est, partiellement par le numéro cent quatre-vingt-six (186) et partiellement par le numéro cent quatre-vingt-sept (187), dudit plan officiel et comprise dans les limites suivantes: depuis un point sur le chemin de la montée Tiffin, au coin nord dudit emplacement; de là, vers le sud-est, le long du chemin de la montée Tiffin, une distance de trois cent quarante et un pieds; de là, vers l'ouest, le long de la ligne de démarcation desdits lots numéros cent quatre-vingt-cinq (185) et cent quatre-vingt-six (186) une distance de deux cent treize pieds; de là, vers le sud, sur la dite ligne de démarcation, une distance de quatre-vingt-un pieds; de là, à l'ouest, en suivant la ligne de séparation desdits lots numéros cent quatre-vingt-cinq (185) et cent quatre-vingt-sept (187), une distance de quarante pieds et quatre pouces; de là, vers le nord-ouest, en suivant la ligne de séparation desdits lots numéros cent quatre-vingt-cinq et cent soixante et un (185 et 161), une distance de trois cent vingt-trois pieds et trois pouces; de là, vers le nord-est, sur la même ligne de séparation, une distance de cent soixante-quatorze pieds et dix pouces jusqu'au point de départ; ledit emplacement mesurant une superficie totale de soixante-sept mille trois cent quatre pieds.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 22 mai 1917.

2561—21-2

[Première publication, 26 mai 1917.]

east, by the road Montée Tiffin, in rear, to the south west, and on one side, to the north west, by official lot number one hundred and sixty one (161), and on the other side, to the south east, partly by one hundred and eighty six (186) and partly by number one hundred and eighty seven (187), on said official plan and comprised within the following limits: starting at a point on the Montée Tiffin, at the north corner of said emplacement, thence south easterly along the Montée Tiffin road, a distance of three hundred and forty one feet; thence westerly along the line of division between the said lots numbers one hundred and eighty five (185) and one hundred and eighty six (186), a distance of two hundred and thirteen feet; thence southerly along the said line of division, a distance of eighty one feet; thence westerly along the line of division between said lots numbers one hundred and eighty five (185) and one hundred and eighty seven (187), a distance a forty feet four inches; thence north westerly along the line of division between said lots numbers one hundred and eighty five and one hundred and sixty one (185 and 161), a distance of three hundred and twenty three feet three inches; thence north easterly along the same line of division, a distance of one hundred and seventy four feet ten inches to the point of beginning; said emplacement containing a total superficial area of sixty seven thousand three hundred and four feet.

To be sold at the registry office for the county of Chambly, at Longueuil, on the TWENTY NINTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 22nd May, 1917.

2562—21-2

[First publication, 26th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ONÉSIME DAGENAIS**,
No 3206. } bourgeois, de la paroisse de Saint-Elzéar-de-Laval, dans le district de Montréal, demandeur; vs **MEDERIC BETOURNAY** et **RODRIGUE BETOURNAY**, tous deux des cité et district de Montréal, conjointement et solidairement, défendeurs.

1. Un lopin de terre situé en la cité de Montréal; borné en front par la rue Duquesne, connu et désigné comme étant la subdivision officielle No 511 du lot originaire No 29, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le comté d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus construites, appartenant au dit Rodrigue Bétournay;

2. Un lopin de terre situé en la cité de Montréal; borné en front par la rue Duquesne, connu et désigné comme étant la subdivision officielle No 550 du lot originaire No 29, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le comté d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus construites, appartenant au dit Médéric Bétournay;

3. Un lopin de terre situé en la cité de Montréal; borné en front par la rue Duquesne, connu et désigné comme étant la subdivision officielle No 551 du lot originaire No 29, des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le comté d'Hochelaga—avec toutes les bâtisses dessus construites, appartenant audit Médéric Bétournay.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ONÉSIME DAGENAIS**,
No. 3206. } gentleman, of the parish of Saint-Elzéar-de-Laval, in the district of Montreal, plaintiff; vs **MEDERIC BETOURNAY** and **RODRIGUE BETOURNAY**, both of the city and district of Montreal, jointly and severally, defendants.

1. That parcel of land situated in the city of Montreal; fronting on Duquesne street, known and designated as being the official subdivision No. 511 of primitive lot No. 29, on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, in the county of Hochelaga—with the buildings thereon erected, belonging to said Rodrigue Bétournay.

2. That parcel of land situated in the city of Montreal; fronting on Duquesne street, known and designated as being the official subdivision No. 550 of primitive lot No. 29, on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, in the county of Hochelaga—with the buildings thereon erected, belonging to said Médéric Bétournay.

3. That parcel of land situated in the city of Montreal; fronting on Duquesne street, known and designated as being the official subdivision No. 551 of primitive lot No. 29, on said official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, in the county of Hochelaga—with all the buildings thereon erected, belonging to said Médéric Bétournay.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de
JUIN prochain, à MIDI.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 22 mai 1917. 2563—21-2
[Première publication, 26 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH-TELESPHORE
No 3163. } BISSEON ET AL, de-
mandeurs; vs ARMAND PAYAN, défendeur.

Un emplacement situé au coin des rues DeMontigny-Est et Parthenais, en la cité de Montréal, connu et désigné comme lot numéro mille quatre cent quatre-vingt-quinze, subdivision sept (1495-7), sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 22 mai 1917. 2565—21-2
[Première publication, 26 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } A. R. RANGER, de-
No 2297. } mandeur; vs EVA-
RISTE NADEAU, interdit, représenté par
Joseph Nadeau, curateur audit interdit.

1. Un terrain connu et désigné comme étant le lot No 2 de la subdivision du lot officiel 1014 (1014-2), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, en la cité de Montréal; borné en front par la rue Beaudry—avec les maisons et bâtisses dessus érigées;

2. Une lisière de terrain formant partie du lot No 1 de ladite subdivision 1014 desdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant deux pieds de front par cinquante-sept pieds et demi de profondeur; bornée en front par ladite rue Beaudry, du côté sud-est par le lot de terre en dernier lieu décrit, en profondeur par les représentants de B. Desroches, et de l'autre côté par le résidu dudit lot 1014-1—aussi avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 22 mai 1917. 2567—21-2
[Première publication, 26 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH-HENRI OLI-
No 1157. } VIER, notaire, deman-
deur; vs G-EMILE DEPOCAS, avocat, défendeur.

Le tiers indivis de six lots de terre connus et désignés comme étant les subdivisions 262, 263, 264, 265, 266 et 267 du lot officiel numéro 38, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant, les trois premiers lots chacun vingt-sept pieds de front et les trois derniers chacun vingt-huit pieds de front, par une profondeur commune de quatre-vingt-treize pieds, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage en commun dans une ruelle située en arrière des dits lots, lesquels lots sont situés à

on the TWENTY NINTH day of JUNE next,
at TWELVE o'clock.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 22nd May, 1917. 2564—21-2
[First publication, 26th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH-TELESPHORE
No. 3163. } BISSEON ET AL, plain-
tiff; vs ARMAND PAYAN, defendant.

That emplacement situated at the corner of DeMontigny-East and Parthenais streets, in the city of Montreal, known and designated as being the lot number one thousand four hundred and ninety five, subdivision seven (1495-7), on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of the city of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 22nd May, 1917. 2566—21-2
[First publication, 26th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } A. R. RANGER, plain-
No. 2297. } A. R. RANGER, plain-
tiff; vs EVARISTE
NADEAU, interdicted, represented by Joseph
Nadeau, curator of said interdicted party.

1. That certain lot of land known and designated as being subdivision lot No 2 of official lot number 1014 (1014-7), of the official plan and book of reference of Saint James ward, in the city of Montreal, fronting on Beaudry street—with the houses and buildings thereon erected;

2. That certain strip of land being part of the lot No. 1 of said subdivision 1014, of said official plan and book of reference, measuring two feet in front by fifty seven feet and a half in depth; bounded in front by said Beaudry street, on the south east by the lot of land lastly described, in rear by the representatives of B. Desroches and on the other side by residue of said lot 1014-1—together with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 22nd May, 1917. 2568—21-2
[First publication, 26th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH-HENRI OLIVIER,
No. 1157. } notary, plaintiff; vs G-
EMILE DEPOCAS, advocate, defendant.

The undivided third part of six lots of land known and designated as being the subdivisions 262, 263, 264, 265, 266 and 267 of official lot number 38, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing the first three lots each twenty seven feet in front, and the last three lots each twenty eight feet in front by a common depth of ninety three feet, english measure and more or less, with a right of way in common with others in the lane situate at the rear of said lots, which lots are

l'encoignure sud-ouest des rues Van Horne et Davaar, en la ville d'Outremont.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à MIDI.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 22 mai 1917. 2569—21-2
[Première publication, 26 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District of Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME ANNIE
No 1502. } PROULX, épouse
contractuellement séparée de biens de Louis-Honorius Dufault, manufacturier, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs DAME GEORGIANA CONNOLLY, veuve de feu Joseph Godbout, fils, et maintenant épouse séparée de biens de Irénée-A. Amyot, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, *et al, es-qual*, défendeurs *es-qualité*, et TELESPHORE DEPATIE, curateur au délaissement.

Deux lots de terre situés dans la cité de Montréal, rue Brown, connus et désignés comme étant la subdivision No 1992 du lot numéro 148 de la ré-subdivision No 3 de la subdivision 1991 dudit lot No 148 (148-1992, 148-1991-3), des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, contenant vingt-six pieds et quatre-dixièmes de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées et droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec d'autres y ayant droit; le tout saisi en bloc et à être vendu en bloc, suivant jugement de l'honorable juge Bruneau, daté le 7 mai 1917.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 22 mai 1917. 2571—21-2
[Première publication, 26 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour du recorder.—District of Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITÉ DE MONT-
No 187 (civ.). } REAL, corps légalement constitué, ayant son établissement dans ladite cité de Montréal, demanderesse; vs THE SAINT CATHERINE STREET REALTY COMPANY, LIMITED, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en ladite cité de Montréal, défenderesse.

1. Un lot de terre avec bâtisses; borné en front sur la rue Sainte-Catherine et étant le numéro cinq cent six (506), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, cité de Montréal;

2. Un lot de terre avec bâtisses; borné en front par la rue Cadieux et étant le numéro cinq cent sept (507), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, cité de Montréal.

Avis est par les présentes donné que la vente des lots ci-dessus mentionnés, qui a eu lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le quinzième jour d'avril 1915, aura lieu de nouveau à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin, à la folle enchère de Maurice Loranger, le ci-devant adjudicataire, suivant jugement de l'honorable juge Allard, daté le 17 avril 1917. Lesdits lots seront vendus en bloc, et un dépôt

situé au south west corner of Van Horne and Davaar streets, in the town of Outremont.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at TWELVE o'clock noon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 22nd May, 1917. 2570—21-2
[First publication, 26th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME ANNIE PROULX,
No. 1502. } wife separated as to
property by marriage contract of Louis-Honorius Dufault, manufacturer, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff; vs DAME GEORGIANA CONNOLLY, widow of the late Joseph Godbout, junior, and now wife separated as to property of Irénée-A. Amyot, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, *et al, es-qual*, defendants *es-qualité*, and TELESPHORE DEPATIE, curator to the surrender.

Two lots of land situate in the city of Montreal, Brown street, known and designated as being the subdivision No. 1992 of the lot number 148 and the resubdivision No. 3 of the subdivision 1991 of the said lot No. 148 (148-1992, 148-1991-3), on the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, containing twenty six feet and four tenths in width by eighty feet in depth, english measurement, and more or less—with the buildings thereon erected and right of way in the lane to the rear in common with others having right therein the whole seized in block and to be sold in block according to judgment of the Honorable Judge Bruneau, dated the 7th May, 1917.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 22nd May, 1917. 2572—21-2
[First publication, 26th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-
No. 187 (civ.). } TREAL, a lawfully
constituted body, with its establishment in the said city of Montreal, plaintiff; vs THE SAINT CATHERINE STREET REALTY COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate, with its principal place of business in the said city of Montreal, defendant.

1. A lot of land with buildings; bounded in front by Saint Catherine street and being the number five hundred and six (506), on the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal;

2. A lot of land with buildings; bounded in front by Cadieux street and being the number five hundred and seven (507), on the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal.

Notice is hereby given that the sale of the lots hereabove mentioned which took place at my office in the city of Montreal, on the fifteenth day of April, 1915, shall again take place at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon at the folle enchère of Maurice Loranger, the heretofore purchaser, in accordance with judgment of the Honorable Judge Allard, dated the 17th of April, 1917. The said lots

de \$400.00 sera exigé de chaque adjudicataire lors de sa première enchère, suivant jugement de l'honorable juge Allard, daté le 21 mai 1917.

Le député shérif,
P.-M. DURAND,

Bureau du shérif.

Montréal, 22 mai 1917. 2573
[Première publication, 26 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **MONTREAL ABAT-TOIRS LIMITED,**
No 2135. }
corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs S. ARNOVITZ, défendeur.

1. Un emplacement situé à "Melrose Lawn", ayant front sur l'avenue Melrose, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme la subdivision deux cent trente-six du lot No cent soixante-quatorze (174-236), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant 25 pieds de largeur par 95 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec d'autres y ayant droit;

2. Un emplacement situé à "Melrose Lawn", ayant front sur l'avenue Melrose, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme la subdivision deux cent trente-sept du lot numéro cent soixante-quatorze (174-237), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant 25 pieds de largeur par 95 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec d'autres y ayant droit;

3. Un emplacement ayant front sur la rue Henri-Julien, dans la dite cité de Montréal, connu et désigné comme la subdivision No deux cent quarante-neuf de la subdivision officielle du lot No neuf cent trois (903-249), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal, contenant 25 pieds de largeur par 75 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus construites, et avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec d'autres y ayant droit.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 22 mai 1917. 2575—21-2
[Première publication, 26 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME JANE KIDD,**
No 4091. } épouse séparée de
biens par contrat de mariage de Thomas Hastings, et par ce dernier dûment autorisée, demanderesse; vs OSIAS-L. KORNER ET AL, défendeurs, et JOSEPH RICHARD, mis-en-cause, et L.-A. BEDARD, curateur au délaissement dudit mis-en-cause.

Saisi comme appartenant audit mis-en-cause, Joseph Richard.

Le lot de terre maintenant connu sous le numéro huit cent quatre (804), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, mesurant environ trente-six pieds de largeur par cent quarante-huit pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins; borné en front par le boulevard Saint-Laurent, et

will be sold in block and a deposit of \$400.00 will be exacted from each bidder before their first bid, according to judgment of the Honorable Judge Allard, dated the 21st of May, 1917.

P.-M. DURAND,
Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 22nd May, 1917. 2574
[First publication, 26th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **MONTREAL ABAT-TOIRS LIMITED,**
No. 2135. }
a body politic and corporate, with its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs S. ARNOVITZ, defendant.

1. An emplacement situate at "Melrose Lawn", fronting on Melrose Avenue, in the city of Montreal, known and designated as the subdivision two hundred and thirty six of the lot number one hundred and seventy four (174-236), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing 25 feet in width by 95 feet in depth, english measurement, more or less, with right of way in the lane to the rear in common with others having right therein;

2. An emplacement situate at "Melrose Lawn", fronting on Melrose Avenue in the city of Montreal, known and designated as the subdivision two hundred and thirty seven of the lot number one hundred and seventy four (174-237) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing 25 feet in width by 95 feet in depth, english measurement, more or less, with right of way in the lane to the rear in common with others having right therein;

3. An emplacement fronting on Henri-Julien street in the city of Montreal, known and designated as the subdivision number two hundred and forty nine of the official subdivision of the lot number nine hundred and three (903-249), on the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal, containing 25 feet in width by 75 feet in depth, english measurement, more or less—with all the buildings thereon erected and with right of way in the lane to the rear in common with others having right therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 22nd May, 1917. 2576—21-2
[First publication, 26th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME JANE KIDD,**
No. 4091. } wife separate as to
property by marriage contract of Thomas Hastings, and by the latter duly authorized, plaintiff; vs OSIAS-L. KORNER ET AL, defendants and JOSEPH RICHARD, mis-en-cause, and L.-A. BEDARD, curator, to the delaissement of the said mis-en-cause.

Seized as belonging to the said mis-en-cause, Joseph Richard:

That certain lot of land now known as number eight hundred and four (804), on the official plan and book of reference of the Saint-Louis ward, in the city of Montreal, containing about thirty six feet in width by one hundred and forty eight feet in depth, english measure, and more or less; bounded in front by Saint Lawrence Boule-

en arrière par la rue Saint-Dominique—avec les bâtisses portant les numéros civiques 745, 747 et 749 du boulevard Saint-Laurent, ainsi que les Nos 744 et 750 de la rue Saint-Dominique, et autres structures dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 22 mai 1917.

2577—21-2

[Première publication, 26 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J. ARTHUR GUER-
No 3655. } J. TIN, demandeur; vs
EUCLIDE LEGAULT, défendeur.

a. Un terrain ou emplacement situé sur le boulevard Gouin, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro officiel 295, des plan et livre de renvoi de la paroisse de Sault-au-Récollet, et borné comme suit: en front, par le boulevard Gouin; en arrière, par la rivière des Prairies, et de chaque côté par les emplacements de M. Gordien Ménard ou représentants—avec les bâtisses dessus construites;

b. Deux lots de terre situés dans la même paroisse, ayant front sur la rue Fabre, maintenant la rue Pasteur, au village de Bordeaux, maintenant la cité de Montréal, désignés comme étant les lots de subdivision Nos 74 et 88 du lot originaire 323 du cadastre de ladite paroisse du Sault-au-Récollet—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de JUIN prochain, à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 30 avril 1917.

2237—18-2

[Première publication, 5 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } L. A COMPAGNIE J.-A.
No 3226. } L. GUILMETTE, LI-
MITEE, demanderesse; contre MELVILLE
JACQUES ET AL, défendeurs, et L.-A. BEDARD,
défendeur *es-qualité*.

Les lots Nos 45, 49, 52, 53; bornés en front par l'avenue du Grand-Tronc.

Nos 46, 47, 50, 51, 54, 58, 59, 62, 80, 81, 82, 83, 89, 92, 98, 99, 100, 101; bornés en front par l'avenue Victoria.

Nos 78, 79; bornés en front par l'avenue Saint-Roch.

No 85; borné en front par l'avenue Dominion.

Nos 93, 94; bornés en front par l'avenue Sainte-Claire.

No 103; borné en front par l'avenue Prince-Albert, tous les dits lots étant toutes des subdivisions du lot originaire 99 du cadastre officiel du village de la Pointe-Claire, lesquels lots forment une seule et même exploitation.

Les dits lots étant situés dans la ville de la Pointe-Claire.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 2 mai 1917.

2239—18-2

[Première publication, 5 mai 1917.]

vard, and in rear by Saint Dominique street—and with the buildings bearing the civic numbers 745, 747 and 749 of Saint Lawrence Boulevard, and Nos. 744 and 750 of Saint Dominique street and other erections thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 22nd May, 1917.

2578—21-2

[First publication, 26th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. ARTHUR GUER-
No. 3655. } J. TIN, plaintiff; vs
EUCLIDE LEGAULT, defendant.

a. That certain lot of land or emplacement situate on Gouin Boulevard, in the city of Montreal, known and designated as being the official number 295, of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, and bounded as follows: in front, by Gouin Boulevard, in rear by River des Prairies, and on both sides by the emplacements of Mr. Gordien Ménard or representatives—with the buildings thereon erected;

b. Those two lots of land situated in the same parish, fronting on Fabre street, now Pasteur street, at the village of Bordeaux, now the city of Montreal, and designated as being the subdivision lots Nos. 74 and 88 of original lot number 323 of the cadastre of said parish of Sault-au-Récollet—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of JUNE next, at TWELVE o'clock NOON.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 2nd May, 1917.

2238—18-2

[First publication, 5th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } L. A COMPAGNIE J.-A.
No. 3226. } L. GUILMETTE, LI-
MITEE, plaintiff; against MELVILLE JACQUES
ET AL, defendants, and L.-A. BEDARD, defend-
ant *es-qualité*.

The lots Nos. 45, 49, 52, 53; bounded in front by Grand Trunk Avenue.

Nos. 46, 47, 50, 51, 54, 58, 59, 62, 80, 81, 82, 83, 89, 92, 98, 99, 100, 101; bounded in front by Victoria Avenue.

Nos. 78, 79; bounded in front by Saint Roch Avenue.

No. 85; bounded in front by Dominion Avenue.

Nos. 93, 94; bounded in front by Sainte-Claire Avenue.

No. 103; bounded in front by Prince-Albert Avenue, all the said lots being subdivisions of the original lot No. 99 of the official cadastre of the village of Pointe-Claire, which lots make up one single plot of land and are situated in the town of Pointe Claire.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 2nd May, 1917.

2240—18-2

[First publication, 5th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME MARIE-LOUISE**
 No 2083. } **SE LECOURS**, épouse
 contractuellement séparée de biens de François-
 Georges Crépeau, et ce dernier pour autoriser sa
 dite épouse, demanderesse; vs **PHILIAS BI-**
NETTE, défendeur.

Un lot de terre situé à Montréal, sur la rue
 Saint-Hubert, connu et désigné sous le No 287
 de la subdivision du lot No 489 (489-287), aux plan
 et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-
 au-Récollet, mesurant vingt-cinq pieds de largeur
 par quatre-vingt-dix-huit pieds de profondeur,
 mesure anglaise et plus ou moins—avec bâtisses
 dessus érigées et les servitudes s'y rattachant.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
 Montréal, le HUITIEME jour de JUIN prochain,
 à DIX heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 2 mai 1917. 2241—18-2
 [Première publication, 5 mai 1917.]

MANDAT DE CURATEUR. **FIERI FACIAS DE TERRIS**

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ERNEST ST-AMOUR**,
 No 77. } curateur aux biens
 de Isidore Trudeau, failli; et "THE TRUST
 AND LOAN COMPANY OF CANADA",
 requérante.

Quatre lots de terre situés dans le quartier
 Emard, en la cité de Montréal, et ayant front
 sur la 5ième avenue (avenue Jacques-Hertel),
 connus et désignés sous les Nos six cent dix, six
 cent onze, six cent douze et six cent treize de la
 subdivision officielle du lot No trois mille six cent
 dix-sept (3617-610, 611, 612 et 613), aux plan et
 livre de renvoi officiels de la municipalité de la
 paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus
 érigées, avec droit en commun, avec les ayant
 droits dans la ruelle située en arrière des dits lots.

Pour être vendus en bloc suivant jugement de
 l'honorable juge Allard, en date du vingt-sep-
 tième jour d'avril 1917.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
 Montréal, le SEPTIEME jour de JUIN pro-
 chain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 2 mai 1917. 2245—18-2
 [Première publication, 5 mai 1917.]

MANDAT DE CURATEUR. **FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J. C. DUHAMEL**, cu-
 No 166a. } rateur aux biens de
 J. Steinberg et Jos. Steinberg, faillis, et **NATHAN**
BACAL, requérant.

Le tiers dans les immeubles ci-après mention-
 nés saisis comme appartenant au failli, Jos.
 Steinberg:

1. Trois emplacements vacants situés sur
 les hauteurs de Saint-Lambert, dans la paroisse
 de Saint-Antoine-de-Longueuil, portant les numé-
 ros quatre-vingt-un, quatre-vingt-deux et quatre-
 vingt-trois (Nos 81, 82 et 83), de la subdivision
 du lot numéro cent cinquante-et-un (151), des plan
 et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-
 Antoine-de-Longueuil, mesurant chaque lot
 vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix

3

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME MARIE-LOUISE**
 No. 2083. } **LECOURS**, wife con-
 tractually separated as to property of François-
 George Crépeau, and the latter to authorize
 his said wife, plaintiff; vs **PHILIAS BINETTE**,
 defendant.

That certain lot of land situate at Montreal,
 or Saint Hubert street, known and designated
 under the No. 287 of the subdivision of lot
 No. 489 (489-287), on the official plan and book
 of reference of the parish of Sault-au-Récollet,
 measuring twenty five feet in width by ninety
 eight feet in depth, english measure and more or
 less—with the buildings thereon erected and the
 servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 on the EIGHTH day of JUNE next, at TEN
 o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
 Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 2nd May, 1917. 2242—18-2
 [First publication, 5th May, 1917.]

CURATOR'S WARRANT **FIERI FACIAS DE TERRIS**

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ERNEST ST-AMOUR**,
 No. 77. } curator to the property
 of Isidore Trudeau, insolvent, and "THE TRUST
 AND LOAN COMPANY OF CANADA",
 petitioner.

Those four lots of land situated in Emard ward,
 in the city of Montreal, fronting on 5th Avenue
 (Jacques-Hertel Avenue), known and designated
 under the numbers six hundred and ten, six
 hundred and eleven, six hundred and twelve and
 six hundred and thirteen of the official subdivi-
 sion of the lot number three thousand six hundred
 and seventeen (3617-610, 611, 612 and 613), on
 the official plan and book of reference of the
 municipality of the parish of Montreal—with the
 buildings thereon erected and a right of way in
 common with others having rights therein, in the
 lane situate at the rear of said lots.

To be sold as a whole en bloc pursuant to a
 judgment of the Honourable Justice Allard, dated
 the twenty seventh day of April, 1917.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 on the SEVENTH day of JUNE next, at TWO
 o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,
 Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 2nd May, 1917. 2246—18-2
 [First publication, 5th May, 1917.]

CURATOR'S WARRANT. **FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J. C. DUHAMEL**, cu-
 No. 166a. } rator to the estate
 of J. Steinberg and Jos. Steinberg, insolvents,
 and **NATHAN BACAL**, petitioner.

One third of the hereunder described immo-
 veables seized as belonging to the insolvent, Jos.
 Steinberg.

1. Three vacant lots of land situated at Saint
 Lambert heights, in the parish of Saint-Antoine-
 de-Longueuil, bearing the numbers eighty one,
 eighty two and eighty three (Nos. 81, 82 and 83),
 of the subdivision of lot number one hundred and
 fifty one (151), of the official plan and book of
 reference of the parish of Saint-Antoine-de-Lon-
 gueuil, containing each lot twenty five feet in
 width by ninety feet in depth, english measure and

pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; bornés en front par la rue Mackay, avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans les rues et ruelles desservant lesdits lots.

2. Quatorze autres emplacements vacants, situés sur les hauteurs de Saint-Lambert, connus sous les numéros cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante, soixante-et-un, soixante-deux, soixante-trois, soixante-quatre, quatre-vingt-deux, quatre-vingt-trois, quatre-vingt-quatre, quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-six, quatre-vingt-sept et quatre-vingt-huit (Nos 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 82, 83, 84, 85, 86, 87 et 88) de la subdivision du lot numéro deux cent quarante-six (246A) desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, mesurant ledit lot No 58 une largeur de quarante pieds en front et de vingt-neuf pieds cinq pouces en arrière sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, lesdits lots 59, 60, 61, 62, 63 et 64 chacun trente pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, lesdits lots Nos 82, 83, 84, 85, 86 et 87, chacun vingt-huit pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, et ledit lot numéro 88, 27 pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur; le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins; bornés en front par le Grand Boulevard, avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans les rues et ruelles desservant lesdits lots.

3. Un emplacement vacant situé sur les hauteurs de Saint-Lambert, composé du lot portant le numéro cent trente huit (No 138) de la subdivision dudit lot numéro deux cent quarante-six-A (246-A), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, et du lot portant le numéro trente-cinq (No 35) de la subdivision dudit lot numéro cent cinquante-et-un (No 151), desdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant ledit emplacement vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans les rues et ruelles desservant ladite propriété; ledit emplacement borné en front par le Grand Boulevard—avec toutes circonstances et dépendances, servitudes actives et passives s'y rattachant.

4. Un autre emplacement vacant situé sur les hauteurs de Saint-Lambert, composé du lot portant le numéro cent trente-neuf (No 139) de la subdivision dudit lot deux cent quarante-six-A (No 246-A), desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil et du lot portant le numéro trente-six (No 36) de la subdivision dudit lot numéro cent cinquante-et-un (No 151), desdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant ledit emplacement vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par le Grand Boulevard, avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans les rues et ruelles desservant ladite propriété—toutes circonstances et dépendances, servitudes actives et passives s'y rattachant.

5. Un autre emplacement vacant situé sur les hauteurs de Saint-Lambert, dans la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil; borné en front par le Grand Boulevard, composé du lot portant le numéro cent quarante (No 140) de la subdivision dudit lot numéro deux cent quarante-six-A (246-A), desdits plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, ainsi que du lot portant le numéro trente-sept (37) de la subdivision dudit lot numéro cent cinquante-et-un (No 151), desdits plan et livre de renvoi officiels,

more; less, and bounded in front by Mackay street, with the right of way in common with all others having a right therein in the streets and lanes at the use of the said lots.

2. Fourteen other vacant lots of land situated at Saint Lambert heights, known as numbers fifty eight, fifty nine, sixty, sixty one, sixty two, sixty three, sixty four, eighty two, eighty three, eighty four, eighty five, eighty six, eighty seven and eighty eight (Nos. 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 82, 83, 84, 85, 86, 87 and 88), of the subdivision of lot number two hundred and forty six-A (246-A), of the said official plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil, containing the said lot No. 58 a width of forty feet in front and twenty nine feet and five inches in rear by a depth of ninety feet, the said lots, 59, 60, 61, 62, 63, and 64, each thirty feet in width by ninety feet in depth, the said lots Nos. 82, 83, 84, 85, 86 and 87, each twenty eight feet in width by ninety feet in depth, and the said lot number 88, 27 feet in width by 90 feet in depth, the whole english measure and more or less; bounded in front by Le Grand Boulevard, with a right of way in common with all others having a right therein in the streets and lanes at the use of the said lots.

3. A vacant emplacement situate at Saint Lambert heights, composed of the lot bearing the number one hundred and thirty eight (No. 138) of the subdivision of said lot number two hundred and forty six A (246-A), of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil, and of the lot bearing the number thirty five (No. 35) of the subdivision of said lot number one hundred and fifty one (No. 151), of the said official plan and book of reference, containing the said emplacement, twenty five feet in width by ninety feet in depth, english measure and more or less, with a right of way in common with all others having a right therein in the streets and lanes at the use of the said property; the said emplacement bounded in front by Le Grand Boulevard—with all circumstances and appurtenances, active and passive servitudes attached thereto.

4. An other vacant emplacement situate at Saint Lambert heights, composed of lot bearing the number one hundred and thirty nine (No. 139) of the subdivision of the said lot number two hundred and forty six-A (No. 246-A), of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil and of the lot bearing the number thirty six (No 36) of the subdivision of said lot number one hundred and fifty one (No 151), of the said official plan and book of reference, containing the said emplacement twenty five feet in width by ninety feet in depth, english measure and more or less; bounded in front by Le Grand Boulevard, with a right of way in common with all others having a right therein in the streets and lanes at the use of the said property—with all circumstances and appurtenances, active and passive servitudes attached thereto.

5. An other vacant emplacement situate at Saint Lambert heights, in the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil; bounded in front by Le Grand Boulevard, composed of lot bearing the number one hundred and forty (No. 140) of the subdivision of said lot number two hundred and forty six-A (246-A) of the said official plan and book of reference of the said parish of Saint-Antoine-de-Longueuil, and of the lot bearing the number thirty seven (37) of the subdivision of said lot number one hundred and fifty one (No.

mesurant ledit emplacement vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans les rues et ruelles desservant ladite propriété—avec toutes circonstances, dépendances, servitudes actives et passives s'y rattachant.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, le SEPTIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 2 mai 1917.

2247—18-2

[Première publication, 5 mai 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CITE DE MAISONNEUVE, corporation légalement constituée, ayant le siège de ses affaires dans la cité de Maisonneuve, dans le district de Montréal, demanderesse; vs DAME LAURE FOUCHER, épouse judiciairement séparée quant aux biens de Charles Lévêque, et ledit Charles Lévêque pour autoriser son épouse à ester en justice, défenderesse.

1. Un lot de terre ayant front sur la rue Jeanne-d'Arc, dans la cité de Maisonneuve, connu et désigné sous le No 76 de la subdivision officielle du lot No 17, sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

2. Un lot de terre ayant front sur la rue Jeanne-d'Arc, dans la cité de Maisonneuve, connu et désigné sous le No 77 de la subdivision officielle du lot No 17, sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

3. Un lot de terre situé dans la cité de Maisonneuve, connu et désigné sous le No 1 de la re-subdivision du lot No 364 de la subdivision officielle du dit lot No 17, sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

4. Un autre lot de terre situé dans la cité de Maisonneuve, connu et désigné sous le No 2 de la re-subdivision du lot No 364 de la dite subdivision du lot No 17, sur le plan et au livre de renvoi officiel du village incorporé d'Hochelaga.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 2 mai 1917.

2249—18-2

[Première publication, 5 mai 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CESAIRE LEMAY, No 3401. } demandeur; contre PAUL LARCHER, défendeur.

Deux terrains situés dans la cité de Maisonneuve, connus et désignés sous les numéros trois cent soixante-et-dix-neuf et trois cent quatre-vingts de la subdivision officielle du lot numéro huit (8-379-380), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 647 à 657 de la rue Letourneux, comprenant six logements et dépendances, érigés sur ces deux lots de terre qui contiennent vingt-cinq

151) of the said official plan and book of reference, containing the said emplacement twenty five feet in width by ninety feet in depth, english measure, and more or less, with a right of way in common with all others having a right therein in the streets and lanes at the use of the said property—with all circumstances and appurtenances, active and passive servitudes attached thereto.

To be sold at the parochial church door of Saint-Antoine-de-Longueuil, on the SEVENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 2nd May, 1917.

2248—18-2

[First publication, 5th May, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CITY OF MAISONNEUVE, No. 1468. } VE, corporation lawfully constituted with its chief place of business in the city of Maisonneuve, district of Montreal, plaintiff; vs. DAME LAURE FOUCHER, wife judicially separated as to property of Charles Lévêque, and the said Charles Lévêque to authorize his wife to ester en justice, defendant.

1. A lot of land fronting on Jeanne-d'Arc street, in the city of Maisonneuve, known and designated under the No. 76 of the official subdivision of the lot No. 17, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

2. A lot of land fronting on Jeanne-d'Arc street, in the city of Maisonneuve, known and designated under the No. 77 of the official subdivision of the lot No. 17, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

3. A lot of land situated in the city of Maisonneuve, known and designated under the No. 1 of the re-subdivision of the lot No. 364 of the official subdivision of the said lot No. 17, on the official plan and book or reference of the incorporated village of Hochelaga.

4. Another lot of land situated in the city of Maisonneuve, known and designated under the No. 2 of the re-subdivision of the lot No. 364 of the said subdivision of the lot No. 17 on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 2nd May, 1917.

2250—18-2

[First, publication, 5th May, 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CESAIRE LEMAY, plaintiff; against PAUL LARCHER, defendant.

Two lots of land situate in the city of Maisonneuve, known and designated under the numbers three hundred and seventy nine and three hundred and eighty of the official subdivision of lot number eight (8-379-380), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with the buildings thereon erected bearing the civic numbers 647 to 657 of Letourneux street, comprising six dwellings and dependencies erected on the said two lots of land that

pieds de largeur chacun par cent dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JUIN prochain, à MIDI.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 2 mai 1917.

2253—18-2

[Première publication, 5 mai 1917.]

contain twenty five feet in width each by one hundred and ten feet in depth, english measurement and more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of JUNE next, at NOON.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 2nd May, 1917.

2254—18-2

[First publication, 5th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) ALBERT AUBERTIN, demandeur; vs MONTREAL FACTORY LANDS, LIMITED, corporation légale dûment constituée, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, défenderesse.

Deux lots de terre situés dans le quartier Emard, de ladite cité de Montréal, connus et désignés comme étant les lots trois mille six cent sept et trois mille six cent quatorze, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; bornés en front par le chemin public, en arrière par les lots numéros trois mille six cent huit, trois mille six cent neuf et trois mille six cent treize, à l'est par le lot numéro trois mille six cent quinze, et à l'ouest par la ligne qui sépare ladite paroisse de Montréal d'avec la paroisse de Lachine—avec les bâtiments dessus construits; à distraire, toutefois, la lisière de terrain actuellement occupée par ledit chemin public, le lopin de terre situé sis entre ledit chemin public et le canal Lachine, et vendu par ledit Alexandre Aubertin, snr, à la compagnie de chemin de fer Ontario et Québec, par un acte de vente exécuté devant le notaire E.-R. Décary, le trente-et-unième jour d'août mil neuf cent six, et entré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et de Jacques-Cartier, le douze septembre de la même année sous le No 125950; moins aussi une lisière de terre faisant partie du lot portant le numéro trois mille six cent sept (3607), des plan et livre de renvoi de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant six cent cinquante-trois pieds de largeur sur la rue Saint-Patrice, dans sa limite nord-ouest, six cent cinquante-trois pieds de largeur dans sa limite sud-est, huit cents pieds de profondeur dans sa limite nord-est, et huit cents pieds de profondeur dans sa limite sud-ouest, et contenant une superficie de cinq cent vingt-deux mille quatre cents pieds (522,400), le tout d'après la mesure anglaise, et bornée en front par ladite rue Saint-Patrice telle que ci-haut mentionnée, sur les côtés sud-ouest et au sud-est par une autre portion dudit lot numéro trois mille six cent sept (3,607), et du côté nord-est par une partie du lot officiel numéro trois mille six cent quatorze (3,614), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; à distraire aussi une lisière de terre faisant partie dudit lot officiel numéro trois mille six cent quatorze (3,614), mesurant quatorze pieds de largeur sur ladite rue Saint-Patrice par une profondeur de huit cents pieds, le tout d'après la mesure anglaise, et bornée du côté sud-ouest par la lisière de terre ci-haut décrite en premier lieu, et sur les côtés nord-est et sud-est par une autre partie dudit lot numéro trois mille six cent quatorze, dans l'état où lesdites pro-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) ALBERT AUBERTIN, plaintiff; vs MONTREAL FACTORY LANDS, LIMITED, a body politic and corporate, duly incorporated and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

Two lots of land situated in Emard ward, of the said city of Montreal, known and designated as being the lots numbers three thousand six hundred and seven and three thousand six hundred and fourteen, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal (3607 and 3614); bounded in front by the public road, in rear by the lots numbers three thousand six hundred and eight, three thousand six hundred and nine and three thousand six hundred and thirteen, on the east by the lot number three thousand six hundred and fifteen and on the west by the line of division separating the said parish of Montreal from the parish of Lachine—with the buildings thereon erected; less, however, the strip of land actually occupied by the public road and the piece of land situated between the said public road and the Lachine canal, and sold by the said Alexandre Aubertin, senior, to the Ontario and Quebec Railway Co., in virtue of a deed of sale passed before E.-R. Décary, notary, on the thirty first day of August nineteen hundred and six, and registered at the registry office for the registration division for the counties of Hochelaga and Jacques Cartier, on the twelfth of September of the same year under No. 125950; less also a tract of land forming part of the lot bearing the number three thousand six hundred and seven (3607), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing six hundred and fifty three feet in width on Saint Patrick street, on its north west line, six hundred and fifty three feet in width on its south east line, eight hundred feet in depth on its north east line, and eight hundred feet in depth on its south west line, containing a superficies of five hundred and twenty two thousand and four hundred feet (522,400) the whole english measure and being bounded in front by the said Saint Patrick street as above mentioned, on the south west and south east sides by other part of the said lot number three thousand six hundred and seven (3607), and on the north east side by a part of the official lot number three thousand six hundred and fourteen (3614), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, less also a tract of land forming part of the said official lot number three thousand six hundred and fourteen (3614), containing fourteen feet in width on said Saint Patrick street by a depth of eight hundred feet, the whole english measure,

priétés immobilières se trouvent présentement, sans aucune autre exception ou réserve.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 2 mai 1917.

2255—18-2

[Première publication, 5 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) SYDNEY-PERCIVAL
No 265.) HOWARD, demandeur; vs JULIEN-E. DALEMONT, défendeur.

L'emplacement constituant la partie non-subdivisée du lot originaire numéro six cent trente trois (633), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent; borné au nord par la rue Beaumont, au sud par le lot numéro six cent vingt-huit (628), à l'est par le lot numéro six cent trente-quatre (634), à l'ouest par le lot numéro six cent trente-deux (632), et contenant, d'après le certificat de l'hon. J.-P.-B. Casgrain, arpenteur, vingt-trois mille deux cent vingt-huit (23,228) pieds carrés, de mesure anglaise, et plus ou moins —avec toutes les servitudes actives et passives.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 30 avril 1917.

2257—18-2

[Première publication, 5 mai 1917.]

PONTIAC

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Dans la cour supérieure.

Province de Québec,) CHARLES LABINE,
District de Pontiac.) demandeur; vs
No 1646.) IGNAS LAROCHE,
défendeur.

Un certain lot situé dans le village de Fort-Coulouge, dans le comté de Pontiac, contenant soixante pieds de largeur par cent quatre-vingt-dix pieds de profondeur, connu et désigné comme étant partie du lot numéro un du rang A du canton de Mansfield, dans ledit comté de Pontiac; et borné en front par le chemin Grand Marais, en arrière et du côté est par le résidu du dit lot numéro un, et du côté ouest par la propriété de Harmidas Labine—avec toutes les bâtisses et appartenances y appartenant.

Pour être vendu au bureau du registrateur pour le comté de Pontiac, dans le village de Bryson, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN 1917, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

BERNARD-J. SLOAN.

Bureau du shérif.

Bryson, 22 mai 1917.

2595—21-2

[Première publication, 26 mai 1917.]

and being bounded on the south west side by the tract of land firstly above described, and on the north east and south east sides by other part of said lot number three thousand six hundred and fourteen, as the said immoveable properties now subsist, with no other exceptions or reserves.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 2nd May, 1917.

2256—18-2

[First publication, 5th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) SYDNEY-PERCIVAL
No. 265.) HOWARD, Plaintiff; vs JULIEN-E. DALEMONT, Defendant.

That block of land being the unsubdivided portion of the original lot number six hundred and thirty three (633), on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint Laurent; bounded on the north by Beaumont street, on the south by lot number six hundred and twenty eight (628), on the east by lot number six hundred and thirty four (634), and on the west by lot number six hundred and thirty two (632), and containing, according to certificate by Hon. J.-P.-B. Casgrain, land surveyor, twenty-three thousand two hundred and twenty eight (23,228) square feet, english measure, more or less—with all the servitudes active and passive.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 30th April, 1917.

2258—18-2

[First publication, 5th May, 1917.]

PONTIAC

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

In the Superior Court.

Province of Québec,) CHARLES LABINE,
District of Pontiac.) plaintiff; vs
No 1646.) IGNAS LAROCHE,
defendant.

A certain lot situate in the village of Fort-Coulouge, in the county of Pontiac, containing sixty feet in width by one hundred and ninety feet in length, known and designated as being part or portion of lot number one of Range A, of the township of Mansfield, in the said county of Pontiac; and bounded in front by the Grand Marais road, in rear and on the east side by the remainder of said lot number one, and on the west side by the property of Harmidas Labine—with all the buildings and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the Registrar's office for the county of Pontiac, in the village of Bryson, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE, 1917, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD-J. SLOAN,

Sheriff.

Sheriff's office,

Bryson, 22nd May, 1917.

2596—21-2

[First publication, 26th May, 1917.]

QUÉBEC

QUÉBEC

**FIERI FACIAS
MANDAT DE CURATEUR**

Québec, à savoir: } **IN RE: EDOUARD TUR-**
No 2744. } **GEON, failli, et BEDARD**
& **BELANGER, curateurs, à savoir:**

La subdivision No 13 (treize, du lot No 194 (cent quatre-vingt-quatorze), du cadastre officiel pour le village de Bienville, comté de Lévis, étant un emplacement situé coin des rues Wolfe et Pelletier—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances, sujette à une rente annuelle et constituée de \$24.00 au capital de \$400.00, payable au Révérend Dominique Pelletier, prêtre curé, de la dite paroisse de Bienville, et aussi aux autres charges mentionnées dans un acte de vente passé devant Joseph-Edouard Chabot, N.P., en date du 18 mai 1915 et enregistré sous le No 54209.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Bienville, comté de Lévis, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le député shérif,
ED. BEGIN.

Bureau du shérif.

Québec, 23 mai 1917. 2579—21-2
[Première publication, 26 mai 1917.]
[Deuxième publication, 9 juin 1917.]

ROBERVAL

**FIERI FACIAS.
Cour supérieure.**

Province de Québec, } **RÉNÉ VAESEN, gen-**
District de Québec. } **tilhomme, de la cité**
No 1013, à savoir: } **de Québec; vs GABRIEL**
FLEURY, de Chambord junction, district de
Roberval.

Un certain terrain ou emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Louis-de-Chambord, dans le comté du Lac Saint-Jean, mesurant cent pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, le tout plus ou moins, et faisant partie du lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro quarante-sept R (ptie 47-R), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le premier rang du canton Métabetchouan; borné en front à l'ouest au chemin public dit "route des chars", en profondeur à l'est à Edouard Tremblay, tenant au nord au terrain de la maison d'école, et au sud au terrain de J.-Toussaint Fortin, tel que ledit emplacement est actuellement enclos, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Chambord, MARDI, le CINQUIEME jour de JUIN 1917, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Bureau du shérif.

Roberval, 30 avril 1917. 2171—18-2
[Première publication, 5 mai 1917.]

**FIERI FACIAS
CURATOR'S WARRANT**

Quebec, to wit: } **IN RE: EDOUARD TUR-**
No. 2744. } **GEON, insolvent, and**
BEDARD & BELANGER, curators, to wit:

Subdivision No. 13 (thirteen) of lot No. 194 (one hundred and ninety four), of the official cadastre for the village of Bienville, county of Lévis, being an emplacement situated corner of Wolfe and Pelletier streets — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, subject to a constituted annual rent of \$24.00 on a capital of \$400.00, payable to the Reverend Dominique Pelletier, parish priest, of said parish of Bienville, together with other charges mentioned in a deed of sale passed before Joseph-Edouard Chabot, N.P., dated the 18th May, 1915, and registered under the No. 54209.

To be sold at the church door of the parish of Bienville, county of Lévis, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,
Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 23rd May, 1917. 2580—21-2
[First publication, 26th May, 1917.]
[Second publication, 9th June, 1917.]

ROBERVAL

**FIERI FACIAS
Superior Court.**

Province of Québec, } **RÉNÉ VAESEN, gen-**
District of Québec. } **tleman, of the city**
No. 1013, to wit: } **of Québec; vs GABRIEL**
FLEURY, of Chambord Junction, district of
Roberval.

That certain lot of land or emplacement lying and situate in the parish of Saint-Louis-de-Chambord, in the county of Lake Saint-John, measuring one hundred feet in width by one hundred feet in depth, the whole more or less, and forming part of the lot of land now known and designated under the number forty seven R (Pt. 47 R), of the official cadastral plan and book of reference of the first range of the township of Métabetchouan; bounded in front to the west by the public road called "route des chars", in depth to the east by Edouard Tremblay, on the north by the school house site, and on the south by the land of J.-Toussaint Fortin, as the said emplacement is now enclosed, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Louis-de-Chambord, on TUESDAY, the FIFTH day of JUNE, 1917, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Sheriff's office.

Roberval, 30th April, 1917. 2172—18-2
[First publication, 5th May 1917.]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 675. } JOHN SIMON, de la ville de Lachute, dans le district de Terrebonne, forgeron, demandeur; vs GEORGE-EDWARD MATTHEWS, de la paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts, comté de Terrebonne, défendeur, savoir: Un certain lot de terre connu et désigné aux plan et au livre de renvoi officiels, comme étant le lot numéro quatre cent quatre-vingt-quatre (484), de la paroisse de Saint-Sauveur, dans le comté de Terrebonne—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique du village de Saint-Sauveur-des-Monts, comté et district de Terrebonne, le QUATORZIEME jour de JUIN prochain 1917, entre TROIS et QUATRE heures de l'après-midi.

Le shérif,

PREVOST & CYR.

Bureau du shérif.

Sainte-Scholastique, 1er mai 1917.

2201—18-2

[Première publication, 5 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.

District de Montréal. } GEORGES BEAUSO-LEIL, demandeur; vs ARTHUR FORGET, défendeur, savoir:

Un lot de terre situé sur la rue Théberge (autrefois rue Malvina), en la ville de Terrebonne, et portant le numéro officiel vingt-six de la subdivision officielle du lot numéro officiel sept (Nos 26-7), de la ville de Terrebonne, au cadastre hypothécaire du comté de Terrebonne, de la contenance, le dit lot, de quarante-cinq pieds de largeur sur ladite rue Théberge, sur cent vingt et un pieds de profondeur, mesure anglaise, le tout tel que cadastré au plan de subdivision du dit lot No 7—avec une maison en bois en construction, dessus érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique, en la ville de Terrebonne, le SIXIEME jour de JUIN prochain 1917, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

PREVOST & CYR.

Bureau du shérif.

Sainte-Scholastique, 30 avril 1917.

2203—18-2

[Première publication, ce 5 mai 1917.]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 675. } JOHN SIMON, of the town of Lachute, in the district of Terrebonne, blacksmith, plaintiff; vs GEORGE-EDWARD MATTHEWS, of the parish of Saint-Sauveur-des-Monts, county of Terrebonne, defendant, to wit: That certain lot of land known and designated on the official plan and book of reference as being the lot number four hundred and eighty four (484), of the parish of Saint Sauveur, in the county of Terrebonne—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the village of Saint-Sauveur-des-Monts, county and district of Terrebonne, on the FOURTEENTH day of JUNE next, 1917, between THREE and FOUR of the clock in the afternoon.

PREVOST & CYR,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sainte Scholastique, 1st May, 1917.

2202—18-2

[First publication, 5th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.

District of Montreal. } GEORGES BEAUSO-LEIL, plaintiff; vs ARTHUR FORGET, defendant, to wit:

That certain lot of land situated on Theberge street (formerly Malvina street), in the town of Terrebonne, and bearing official number twenty six of the official subdivision of the lot official number seven (No. 26-7), of the town of Terrebonne, on the hypothecary cadastre of the county of Terrebonne, containing, said lot, forty five feet in width on said Théberge street, by one hundred and twenty one feet in depth, english measure, the whole as cadasted on the subdivision plan of the aforesaid lot No. 7—with a wooden house under construction thereon.

To be sold at the catholic church door, in the town of Terrebonne, on the SIXTH day of JUNE next, 1917, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PREVOST & CYR,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sainte Scholastique, 30th April, 1917.

2204—18-2

[First publication, 5th May, 1917.]

Département du trésor

RAPPORT ANNUEL DE "LA SOCIÉTÉ DES LOGEMENTS OUVRIERS"
31 JANVIER 1917

ACTIF		—	—
<i>Immeubles:</i>			
Payé sur terrains.....	\$ 49,849.61		
Maisons terminées.....	30,487.05	\$ 80,336.66	
Matériaux en mains.....		\$ 910.00	
Charte et organisation.....		2,962.61	
Actionnaires (balances dues).....		6,800.00	
Argent en mains et en banque.....		1,145.41	\$ 92,154.68
PASSIF		—	—
Billets payables.....		\$ 18,840.64	
Comptes payables.....		149.64	
Membres bénéficiaires et inscrits:			
Membres bénéficiaires.....	\$ 366.53		
Membres inscrits.....	197.87	\$ 564.40	
Capital (actions souscrites).....		\$ 72,000.00	\$ 92,154.68

ETAT DES RECETTES ET DES DEBOURSES DU 21 FEVRIER 1916 AU 31 JANVIER 1917

RECETTES		—	—
Balance en caisse (21 février 1916).....		\$ 1,304.73	
Actionnaires (souscriptions payées).....		3,700.00	
Perception des loyers.....		256.17	
Produit de vente des terrains.....		3,150.39	
Membres bénéficiaires et inscrits:			
Valeur des heures de travail.....	\$ 564.40		
Montant déposé avant le 21 février 1916.....	193.19		
	\$ 371.21		
Rachat du dépôt Chalifoux.....	17.98	389.19	
Avances faites par les directeurs.....		11,386.08	
Avances faites par les banques.....		5,000.00	
Total des recettes.....			\$ 25,186.56
DEBOURSES		—	—
Montants payés aux fournisseurs.....		\$ 18,326.76	
Incorporation.....		900.00	
Dépenses et intérêts.....		1,598.91	
Gages.....		3,215.48	
Caisse.....		1,145.41	
Total des déboursés.....			\$ 25,186.56
CAPITAL			
Montant souscrit.....		\$ 72,600.00	
Montant payé.....		65,800.00	
Balance due.....		\$ 6,800.00	

VALEUR DES HEURES DE TRAVAIL DEPOSEE A LA SOCIETE PAR LES MEMBRES INSCRITS
ET BENEFICIAIRES

Membres bénéficiaires (6).....	\$ 366.53	
Membres inscrits (18).....	197.87	\$ 564.40

BUREAU DE DIRECTION

J.-E. CHARBONNEAU,
Maire de la Pointe-aux-Trembles,
Président.

CYRILLE DUROCHER,
Montréal-Est.

ROSAIRE PRIEUR,
Echevin, Pointe-aux-Trembles,
Vice-Président.

L.-J. MONETTE,
Echevin, Pointe-aux-Trembles.

WILFRID CHARBONNEAU,
Marchand, Maisonneuve.

Certifié et vérifié,
Pointe-aux-Trembles, 1er mars 1917.

J.-E. CHARBONNEAU,
Président.

RAOUL D'ORSONNENS,
Sec.-trés.

Assermenté devant moi, à la Pointe-aux-Trembles,
ce 5ième jour d'avril 1917.

J.-W. ROY, N. P.
C. C. S., district de Montréal.

Treasury Department

ANNUAL REPORT OF "LA SOCIÉTÉ DES LOGEMENTS OUVRIERS"
31st JANUARY, 1917.

ASSETS		—	—
<i>Immoveables:</i>			
Paid on lands.....	\$ 49,849.61		
Completed houses.....	30,487.05	\$ 80,336.66	
Materials on hand.....		\$ 910.00	
Charter and organization.....		2,962.61	
Shareholders (balances due).....		6,800.00	
Cash on hand and in Bank.....		1,145.41	\$ 92,154.68
LIABILITIES		—	—
Bills payable.....		\$ 18,840.64	
Outstanding accounts.....		149.64	
Beneficiary and registered members:			
Beneficiary members.....	\$ 366.53		
Registered members.....	197.87	\$ 564.40	
Capital (subscribed stock).....		72,000.00	\$ 92,154.68

STATEMENT OF RECEIPTS AND EXPENDITURES FROM THE 21st FEBRUARY, 1916 TO THE
31st JANUARY, 1917.

RECEIPTS		—	—
Cash on hand (21st February, 1916).....		\$ 1,304.73	
Shareholders (subscriptions paid).....		3,700.00	
Rent collected.....		256.17	
Proceeds from sale of lands.....		3,150.39	
Beneficiary and Registered members:			
Value of hours' labor.....	\$ 564.40		
Amount accounted for previous to the 21st February, 1916.....	193.19		
	\$ 371.21		
Redeeming of Chalifoux deposit.....	17.98	\$ 389.19	
Directors' advances.....		11,386.08	
Bank advances.....		5,000.00	
Total receipts.....			\$ 25,186.56
EXPENDITURES		—	—
Amounts paid to suppliers.....		\$ 18,326.76	
Incorporation.....		900.00	
Expenses and interests.....		1,598.91	
Salaries.....		3,215.48	
Cash on hand.....		1,145.41	
Total expenditures.....			\$ 25,186.56

CAPITAL

Amount subscribed.....	\$ 72,600.00
Amount paid.....	65,800.00
Balance due.....	6,800.00

VALUE OF HOURS' LABOUR CONTRIBUTED BY REGISTERED AND BENEFICIARY MEMBERS

Beneficiary members (6).....	\$ 366.53
Registered members (18).....	197.87
	\$ 564.40

BOARD OF DIRECTORS

J.-E. CHARBONNEAU,
Mayor of Pointe-aux-Trembles,
President.

CYRILLE DUROCHER,
Montreal East.

ROSAIRE PRIEUR,
Alderman, Pointe-aux-Trembles,
Vice-President.

L. J. MONETTE,
Alderman, Pointe-aux-Trembles.

WILFRID CHARBONNEAU,
Merchant, Maisonneuve.

Certified and verified.
Pointe-aux-Trembles, 1st March, 1917

J. E. CHARBONNEAU,
President.

RAOUL D'ORSONNENS,
Sec.-Treas.

Sworn before me at Pointe-aux-Trembles, this 5th day
of April, 1917.

J. W. ROY, N. P.
C. S. C., district of Montreal.

Faillite

Canada, province de Québec, district de Joliette, No 7766. Cour supérieure. *In re: Ludger Charpentier et Cyrille Charpentier, manufacturiers, de Saint-Patrice de Rawdon, P. Q., en liquidation; et J.-A. Landry & Frères, marchands, Rawdon, P. Q., créanciers requérant cession.*

Avis est par le présent donné que les dits débiteurs ont, ce jour, fait un abandon judiciaire de leurs biens, pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Joliette, suivant la loi.

Le gardien-provisoire,
ALEXANDRE ROBITAILLE.

Bureau de Robitaille & Fontaine,
24 rue Saint-Paul, Joliette.
Joliette, 19 mai 1917.

2601

Bankruptcy

Canada, province of Quebec, district of Joliette, No. 7766. Superior Court. *In re: Ludger Charpentier et Cyrille Charpentier, manufacturers, of Saint Patrick of Rawdon, P. Q., in liquidation, and J.-A. Landry & Frères, merchant, Rawdon, P. Q., petitioners for abandonment.*

Notice is hereby given that the said debtors have this day made a judicial assignment of their assets for the benefit of their creditors at the office of the prothonotary of the Superior Court, according to law.

ALEXANDRE ROBITAILLE,
Provisional guardian.

Office of Robitaille & Fontaine,
24 Saint Paul street, Joliette.
Joliette, 19th May, 1917.

2602

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser "*Gazette Officielle*", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS. SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES, L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Tarif des annonces:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Feuilles volantes, 65c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,
E.-E. CINQ-MARS.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

1691

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "*The Official Gazette*", Québec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E.-E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Quebec, 4th April, 1914.

1692

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 21.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 21.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dame Augé vs Corbeil.....	1287
" Beaulieu vs Larue.....	1288
" Bonin vs Daumery.....	1288
" Désormeaux vs Maillé.....	1287
" Couture vs Boivin.....	1287
" DeRepentigny vs Larose.....	1287
" Fortin vs Dubé.....	1286
" Gauvin vs Gervais.....	1287

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—

Dme Presseau vs Blanchette.....	1289
---------------------------------	------

ANNONCEURS, avis aux.....	1314
---------------------------	------

COMPAGNIES DISSOUTES :—

The Hudson Bay Knitting Company.....	1289
--------------------------------------	------

COMPAGNIE NOMMANT UN NOUVEL AGENT :—

The Ives Modern Bedstead Co. Ltd.....	1290
---------------------------------------	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Municipalité scolaire—School municipa- lity Saint-Juste-de-la-Bretonnière.....	1284
Municipalité scolaire—School municipa- lity of Saint Denis No 2.....	1284
Municipalité scolaire—School municipa- lity Saint Benoit-Joseph-Labre, village.....	1284
Municipalité scolaire—School municipa- lity Saint Hyacinthe-de-Ditchfield.....	1284
Municipalité scolaire—School municipa- lity of Saint-Gédéon to Saint-Bruno.....	1285
Municipalité scolaire—School municipa- lity Saint-Bruno à-to La-Barre.....	1285
Municipalité scolaire—School municipa- lity Ely-Sud-South à-to Ely Nord- North.....	1285

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR (Branche des Assurances) :—

La Société des logements ouvriers.....	1312
--	------

FAILLITE :—

Brochu, Enreg.....	1290
Brownrigg.....	1291
Charpentier et al.....	1314
Contant, Monette & Pion, Ltée.....	1291
Côté.....	1292
Eclipse Cloak Co.....	1291

LETTRES PATENTES :—

Cusson Construction Company, Limited.....	1281
Duchesne & Grimard, Ltée.....	1278
His Majesty's Café, Incorporated.....	1277
La Ferme d'Elevage de Saint-Calixte, Limitée.....	1275

LIQUIDATION :—

William Fruing Co., Ltd.....	1290
------------------------------	------

NOMINATION :—

Juges de paix en vertu de l'art. 3361, S.R.Q., 1909.....	1273
---	------

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dame Jenkin vs Bassin.....	1286
" Laforge vs Lachapelle.....	1288
" Lemieux vs Delage dit Lavigueur.....	1287
" Malo vs Piquette.....	1288
" Priden vs Trakas.....	1288
" Richard vs Desruisseaux.....	1286
" St-Martin vs Fortin.....	1286
" Wainstein vs Banovey.....	1288

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—

Dme Emery vs Laframboise.....	1289
-------------------------------	------

ADVERTISERS, notice to.....	1314
-----------------------------	------

COMPANIES DISSOLVED :—

The Thomas Baird & Son Company.....	1289
-------------------------------------	------

COMPANIES DISSOLVED :—

The Ives Modern Bedstead Co. Ltd.....	1290
---------------------------------------	------

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Municipalité scolaire—School municipa- lity Becancour à-to Sainte-Gertrude... ..	1284
Municipalité scolaire—School municipa- lity Saint Hyacinthe-le-Confesseur à-to Sainte-Rosalie.....	1284
Municipalité scolaire de—School muni- cipality of Nelson.....	1285
Municipalité scolaire de Saint-Pie à celle de Abbotsford—School municipality of Saint-Pie to Saint-Paul-d'Abbotsford..	1285
Municipalité scolaire de Notre-Dame-de- Grâce-Ouest—School municipality of Notre-Dame-de-Grâce-West.....	1285
Municipalité scolaire—School muni- cipality of de—Saint-Venant.....	1285

TREASURY DEPARTMENT (Insurance Branch) :—

La Société des logements ouvriers.....	1312
--	------

BANKRUPTCY :—

Gaudreau.....	1292
Laliberté, jnr.....	1290
Martel.....	1292
Ramsay's, Ltd.....	1291
Simoneau.....	1291

LETTERS PATENT :—

Martin Gold Mining Coy, Limited.....	1282
The Southern St. Lawrence Forest Protective Association, Limited.....	1278

WINDING UP :—

William Fruing Co., Ltd.....	1290
------------------------------	------

APPOINTMENT :—

Justices of the peace in virtue of art. 3361 R.S.Q., 1909.....	1273
---	------

ORDRE DE LA COUR:—

Gosselin vs Ste-Marie *et al.*..... 1292

PROCLAMATION:—

Loi de la Tempérance du Canada, comté
de Compton..... 1273

VENTE PAR ENCAN:—

Dominion Express Coy..... 1293

VENTE PAR LICITATION:—

Dumont vs Dumont *et al.*..... 1296Girouard vs Dme Girouard *et al.*..... 1295Gray (Dlle) vs Dme Gray *et al.*..... 1293

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES:—

Ville de Mégantic—Town of..... 1297

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Garceau *et al* vs Dme Blanchette..... 1298

IBERVILLE:—

Stuart vs Dme Girard..... 1298

KAMOURASKA:—

Castonguay vs Cimon..... 1299

MONTREAL:—

Aubertin vs Montreal Factory Lands, Ltd 1308

Bisson *et al* vs Payan..... 1301

Cité de—City of Maisonneuve vs Dme

Foucher..... 1307

Dagenais vs Betournay *et al.*..... 1300

Guertin vs Legault..... 1304

Howard vs Dalemont..... 1309

Kidd (Dme) vs Korner *et al.*..... 1303

La Cie J.-A. Guilmotte, ltée vs Jacques

et al...... 1304

PONTIAC:—

Labine vs Laroche..... 1309

QUÉBEC:—

Turgeon, failli..... 1310

ROBERVAL:—

Vaesen vs Fleury..... 1310

TERREBONNE:—

Beausoleil vs Forget..... 1311

ORDER OF THE COURT:—

Gosselin vs Ste-Marie *et al.*..... 1292

PROCLAMATION:—

The Canada Temperance Act, County of
Compton..... 1273

AUCTION SALE:—

Dominion Express Company..... 1293

SALE BY LICITATION:—

Riordan vs Riordan *et al.*..... 1200Thompson vs Bartley *et al.*..... 1239

SALE FOR MUNICIPAL TAXES:—

Ville de Mégantic—Town of..... 1297

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Garceau *et al* vs Dme Blanchette..... 1298

IBERVILLE:—

Stuart vs Dme Girard..... 1298

KAMOURASKA:—

Dubé vs Massé *et al.*..... 1299

MONTREAL:—

La Cité de—The City of Montreal vs The

Sainte Catherine Street Realty Coy, Ltd. 1302

Lecours vs Dme Binette..... 1305

Lemay vs Larcher..... 1307

Montreal Abattoirs, Ltd vs Arnovitz..... 1303

Olivier vs Dépocas..... 1301

Proulx (Dme) vs Connolly..... 1302

Ranger vs Nadeau..... 1301

Smith *et al* vs Schmidt..... 1299Steinberg *et al*, faillis—insolvents..... 1305

Trudeau, failli—insolvent..... 1305

PONTIAC:—

Labine vs Laroche..... 1309

QUÉBEC:—

Turgeon, insolvent..... 1310

ROBERVAL:—

Vaesen vs Fleury..... 1310

TERREBONNE:—

Simon vs Matthews..... 1311